



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fidivana - Tanindrazana - Fandrosoana
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Plan de suivi de la Feuille de Route du Dividende Démographique 2021 -2025



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Assurer les droits et les choix pour tous depuis 1969

Avant-Propos

La réalisation d'un « Dividende Démographique » existe lorsqu'un pays tire un avantage économique de sa pyramide des âges, c'est-à-dire une augmentation de la proportion de la population en âge de travailler, en raison de la baisse du taux de fécondité, accompagnée d'investissements profitables des pouvoirs publics et du secteur privé dans la santé, l'autonomisation des femmes, l'éducation et l'emploi.

Madagascar s'est engagé à bénéficier du Dividende Démographique lors de la 26^{ème} édition du Sommet d'Addis-Abeba, visant à « Tirer pleinement profit du Dividende Démographique en investissant dans la jeunesse ». Une feuille de route pour Madagascar, s'inspirant de la feuille de route de l'Union Africaine, a été validée et lancée officiellement en septembre 2019. En Mars 2020, les représentants des sept ministères directement concernés ont signé leur engagement pour sa mise en œuvre. Son élaboration est placée sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances. Ces sept ministères sont : le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de la Santé Publique, le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales, le Ministère de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme. Cette feuille de route comporte quatre piliers : « la Santé et la Planification Familiale », « l'Education et le développement des compétences », « l'Emploi et l'Entrepreneuriat » et « la Gouvernance ». Sa réalisation se concrétisera à travers la mise en œuvre de 28 actions-clés réparties entre les quatre piliers.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a l'honneur de présenter ce Plan de Mise en Œuvre qui contient les éléments-clés sur les activités prioritaires. Ce document sera un outil de suivi et d'évaluation ainsi que de la prise de décision à l'endroit des décideurs pour accélérer la capture du profit sur le Dividende Démographique. Ce plan est le fruit de la collaboration entre l'Equipe nationale du Dividende Démographique, sous la coordination du Ministère de l'Economie et des Finances avec le soutien technique et financier du projet *Health Policy Plus* (HP+) financé par l'USAID et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Il fait partie d'un engagement pris par la partie nationale et les partenaires techniques et financiers pour exécuter les efforts de l'Union africaine sur le Dividende Démographique. Il s'agit d'un rassemblement de parties prenantes, acteurs du Dividende Démographique, en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable de l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Ce document est destiné à donner des orientations et des directives aux acteurs participants à la mise en œuvre et au suivi des actions de la Feuille de Route sur le Dividende Démographique. Il devient un instrument pour tous les secteurs de développement publics et privés, pour la société civile et les Partenaires Techniques et Financiers souhaitant suivre l'exécution de cette voie politique.

La vision temporelle de la Feuille de Route est prévue à exécuter au cours des prochaines décennies tandis que la portée de ce plan de mise en œuvre est pour les cinq premières années.

Bien que les données, les informations et les analyses fournies reposent essentiellement sur les quatre piliers, d'autres secteurs en dehors des quatre piliers peuvent tirer parti des recommandations et des conclusions de chacune des étapes opérationnelles et les adapter. Nous souhaitons remercier l'ensemble des membres du comité du Dividende Démographique qui ont identifié les quatre piliers fortement liés et 28 actions clés pour assurer l'augmentation pour les données fournies et le travail accompli dans ce domaine, ainsi que pour leur collaboration dans la préparation de ce plan.

Liste des abréviations

AN	Assemblée Nationale
ARV	Antirétroviral
ASOS	Action Socio Sanitaire Organisation Secours
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BIT	Bureau International du Travail
CNT	Comité National du Travail
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
DEMDIV	Dividende Démographique
DLMT	Direction de Lutte contre les Maladies Transmissibles
DSFa	Direction de la Santé Familiale
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
EDD	Equipe du Dividende Démographique
EDS	Enquêtes Démographiques et de Santé
EPM	Enquêtes Périodiques auprès des Ménages
EPN	Etablissements Publics Nationaux
FAF	Fer et Acide Folique
FDR	Feuille de Route
FISA	Fianakaviana Sambatra
FIVMPAMA	Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
FMFP	Fonds Malgache de Formation Professionnelle
HP+	Health Policy Plus
INSTAT	Institut National de la Statistique
MAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAM	Ministère de l'Artisanat et des Métiers
MCC	Ministère de la Communication et de la Culture
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESUPRES	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MICC	Ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation
MICS	Multiple Indicators Cluster Survey
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MMRS	Ministère des Mines et Ressources Stratégiques
MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme

MPTDN	Ministère des Postes et des Télécommunications et du Développement Numérique
MSANP	Ministère de la Santé Publique
MSM	Marie Stopes Madagascar
MTEFPLS	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique, et des Lois Sociales
MTP	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONEF	Office National de l'Emploi et de la Formation
OSC	Organisation de la Société Civile
PANB	Plan d'Action National Budgétisé
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance
PCIMEC	Prise en Charge Intégrée des Maladies des Enfants Communautaires
PGE	Politique Générale de l'Etat
PSI	Population Services International
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SAMIFIN	Sampanandraharaha Malagasy Iadiana Amin'ny Famotsiambola
SIM	Syndicat des Industries de Madagascar
SNut	Service de la Nutrition

Table des matières

Avant-propos	i
Liste des abréviations	ii
Introduction	1
Objectif général	2
Objectifs spécifiques.....	2
La théorie de changement.....	2
Le cadre de résultats	5
Pilier SANTE ET PLANIFICATION FAMILIALE.....	6
Effet : Taux de prévalence contraceptive augmenté à 60 %.....	6
Produit : Part du budget de l'Etat alloué au programme PF et aux produits contraceptifs augmenté.....	6
Action clé 1. Engager les hauts dirigeants de l'Etat à prioriser la santé de la reproduction et la planification familiale afin de permettre l'autonomisation et le développement économique de la famille et du pays	7
Effet A : Multitude de convention de partenariat conclues entre l'Etat et les parties prenantes.....	8
Produit A1 : Centre des jeunes à Madagascar multipliés	8
Action clé 2. Renforcer le système de partenariat entre structures concernées pour la prévention/protection sur différents fléaux socio-sanitaires des jeunes.....	8
Effet B : Qualité du système de santé améliorée	9
Produit B1 : Emploi crée pour servir la localité cible en matière de santé	9
Action clé 3. Promouvoir un investissement durable accessible pour tous dans le système de santé.....	9
Action clé 4. Eliminer la transmission mère-enfant du VIH/SIDA	9
Produit B2 : Programmes visant à améliorer la survie de la mère et infantile intensifiés	10
Action clé. Renforcer les interventions en santé maternelle et néonatale	10
Effet C : Santé infantile assuré.....	11
Produit C1 : Certificat de vaccination délivré.....	11
Action clé 5. Renforcer les interventions pour la santé infantile.....	11
Produit C2 : Apport nutritionnel suffisant pour les enfants de moins de 5 ans.....	11
Action clé 6. Renforcer les interventions nutritionnelles basées sur des preuves scientifiques pour la réduction de la malnutrition en considérant le Port folio Essentiel en Nutrition avec un accent sur la période des 1 000 jours (du début de la grossesse jusqu'à 2 ans).....	11
Produit C3 : Intensification des programmes visant à améliorer la sante des adolescents	12
Action clé. Offrir les services essentiels en santé des adolescents	12
Pilier EDUCATION.....	13
Effet D : Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège.....	13
Produit D1 : Mise à disposition de cadre juridique de l'Education Nationale en conformité aux exigences nationales et internationales.....	13
Action clé 7. Mettre en conformité la cadre juridique nationale et politique nationale de l'Education PNE à Madagascar.....	13
Produit D2 : Qualité de l'enseignement améliorée	13
Action clé 8. Dotation du système éducatif en infrastructures répondant aux normes de qualité / mettre en place un système éducatif répondant aux normes de qualité	14

Action clé 9. Améliorer la qualité de l'enseignement	14
Action clé 10. Améliorer l'employabilité des formés et des diplômés de l'enseignement supérieur	16
Action clé 11. Développer une gestion partenariale multisectorielle de l'éducation et de la formation.	17
Action clé 12. Insuffler l'esprit de recherche et d'innovation à tous les niveaux.....	17
Action clé 13. Valoriser l'éducation non formelle et l'éducation informelle ainsi que la formation professionnelle destinée aux analphabètes et aux enfants/jeunes déscolarisés.....	18
Action clé 14. Adapter les programmes éducatifs au contexte national qu'international	18
Action clé 15. Améliorer le système éducatif à travers des programmes adaptés et inclusifs, pour une éducation de qualité pour tous	19
Action clé 16. Valoriser le sport, la culture, les loisirs comme étant des moyens d'éducation pour le développement.....	21

Pilier EMPLOI 22

Effet E : Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi.....	22
Produit E1 : Augmentation de la proportion d'emplois des jeunes productifs et pérennes au niveau des régions.....	22
Action clé 18. Mettre en œuvre les politiques et les stratégies pour la réduction du chômage des jeunes	23
Action clé 19. Instaurer un environnement favorable à l'accès aux crédits pour les jeunes	24
Produit E2 : Augmentation de la part des jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage	25
Action clé 20. Instituer un mécanisme d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes par le biais des stages, d'apprentissage ainsi que des formations en cours d'emploi.....	25
Produit E3 : Augmentation les entreprises intégrant la RSE dans les régions.....	27
Action clé 21. Inciter les grandes entreprises à intégrer la Responsabilité Sociétales des Entreprises (RSE) sur l'emploi et l'Entrepreneuriat jeunesse.....	27
Effet F : Réduction du taux de chômage	28
Produit F1 : Augmentation de la Proportion des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets	28
Action clé 22. Instaurer un dispositif de promotion de l'entrepreneuriat jeunesse	28
Produit F2 : Augmentation de la couverture en Internet	29
Action clé 23. Créer un environnement propice à la création d'emploi dans les secteurs porteurs	29

Pilier GOUVERNANCE 31

Produit G1 : Augmentation de la satisfaction des usagers du service public	31
Action clé 24. Rendre effective l'autorité de l'Administration publique.....	31
Produit G2 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption.....	31
Produit G3 : Réduction de la violence physique envers les femmes	33
Action clé 25. Respecter les droits fondamentaux dans tous les domaines tant publics que privées....	33
Produit G4 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption.....	34
Action clé 26. Renforcer la transparence dans la gestion et utilisation des deniers et marché publics en vue de restaurer le climat de confiance envers l'administration publique.....	34
Produit G5 : Améliorer la gouvernance locale.....	35
Action clé 27. Promouvoir la participation citoyenne dans le processus de développement social et économique.....	35

Produit G6 : Augmentation du nombre des policiers, gendarmes chargés de la protection des personnes et de leurs biens.....	37
Action clé 28. Renforcer la lutte contre l'insécurité.....	37
Les activités de suivi et évaluation.....	38
Le suivi.....	38
L'évaluation.....	39
Les ressources nécessaires.....	40
Tableaux du Plan de suivi des ressources.....	41
Pilier SANTE ET PLANIFICATION FAMILIALE.....	41
Effet H : Augmentation du taux de prévalence contraceptive à 60 %.....	41
Produit H1 : Augmentation de la part du budget de l'Etat alloué au programme PF et aux produits contraceptifs.....	41
Produit H2 : Intensification des programmes visant à améliorer la survie de la mère et infantile.....	42
Produit H3 : Intensification des programmes visant à améliorer la santé des adolescents.....	42
Pilier EDUCATION.....	43
Effet I : Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège.....	43
Produit I1 : Mise à disposition de cadre juridique de l'Education Nationale en conformité aux exigences nationales et internationales.....	43
Produit I2 : Amélioration de la qualité de l'enseignement.....	43
Pilier EMPLOI.....	48
Effet J : Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi.....	48
Produit J1 : Augmentation de la proportion d'emplois des jeunes productifs et pérennes au niveau des régions.....	48
Produit J2 : Augmentation des parts jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage.....	49
Produit J3 : Augmentation les entreprises intégrant la RSE dans les régions.....	49
Produit J4 : Augmentation de la Proportion des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets.....	50
Produit J5 : Augmentation de la couverture en Internet.....	50
Pilier GOUVERNANCE.....	52
Produit K1 : Augmentation de la satisfaction des usagers du service public.....	52
Produit K2 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption.....	52
Produit K3 : Réduction de la violence physique envers les femmes.....	53
Produit K4 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption.....	53
Produit K5 : Améliorer la gouvernance locale [Indice de gouvernance locale.....	54
Produit K6 : Augmentation du nombre des policiers, gendarmes chargés de la protection des personnes et de leurs biens.....	55

Introduction

Le Dividende Démographique, défini comme l'opportunité temporaire de réaliser un développement socioéconomique rapide provoqué par une baisse des niveaux de fécondité et une augmentation des investissements stratégiques dans des secteurs clés, a été considéré comme une solution à la multitude de problèmes rencontrés par les pays en développement. Madagascar s'est engagé à mettre en œuvre le processus du Dividende Démographique lors de la 26^{ème} Assemblée Générale de l'Union Africaine à Addis Abeba en 2016. Il fait partie des cinq premiers pays africains parmi les cinquante-cinq à intégrer ce Dividende Démographique pour sa croissance économique.

Le Gouvernement Malagasy voudrait faire de la capture du Dividende Démographique un levier accélérateur du développement économique et humain à Madagascar. Face au contexte d'une croissance rapide de la population souvent non proportionnelle à la croissance de l'économie, une Equipe du Dividende Démographique (EDD) a été mise en place en 2018 sous le leadership du Ministère de l'Economie et des Finances. L'équipe a été chargée de conduire le processus de l'élaboration d'une feuille de route pour Madagascar qui est un document de planification à caractère multisectoriel reliant l'économie et la dynamique de population.

La feuille de route fait ressortir les différents domaines d'intervention prioritaires en rapport avec les quatre piliers et déterminants du dividende démographique. Ces quatre piliers formant la feuille de route nationale sont : la santé et la Planification Familiale, l'éducation et le développement des compétences, l'emploi et l'entrepreneuriat, et la gouvernance. La réalisation des actions prioritaires identifiées dans cette feuille de route reste un moyen sûr de tirer profit du Dividende Démographique. Son élaboration a nécessité une analyse approfondie des situations socio-économiques et démographiques de la population. Cela a permis de dégager les 28 actions clés et quelques activités prioritaires réparties dans les quatre piliers permettant au pays de profiter d'un surplus économique. La Feuille de Route a été signée par Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances en Septembre 2019.

La Feuille de Route du Dividende Démographique est un document cadre d'analyse qui sert de référence stratégique pour atteindre les objectifs de croissance économique du pays conformément aux objectifs de l'Agenda 2030 et de la Politique Générale de l'Etat (PGE). Elle se doit ainsi d'être le plus exhaustif possible pour que toutes les parties prenantes y trouvent tous les éléments et les informations nécessaires pour la mise en œuvre des actions prioritaires clés identifiées dans le document. Ce plan de mise en œuvre complètera la feuille de route et donnera des orientations sur les éléments de suivi nécessaires.

Ce plan de mise en œuvre comprend six parties :

- L'objectif général
- Les objectifs spécifiques
- La théorie de changement
- Le cadre de résultat
- Les activités prioritaires
- Les ressources nécessaires

Toutefois, il est nécessaire de souligner que les valeurs des indicateurs de processus et d'effets du cadre de résultat décrit dans ce document ne concernent que des interventions planifiées pour une période de cinq ans. En effet, l'évaluation en 2025 devrait aboutir à la détermination des nouvelles valeurs ajustées selon l'atteinte des résultats et des performances.

Objectif général

L'objectif général du Plan de mise en œuvre est d'assurer l'opérationnalisation de la FDR et de mesurer les progrès en matière de réalisation des activités de la feuille de route du Dividende Démographique de Madagascar en vue d'apprécier les résultats et la performance pour chaque pilier et orienter la prise de décision afin d'atteindre les résultats attendus

Objectifs spécifiques

Spécifiquement, le Plan de mise en œuvre vise à :

- Assurer la coordination de la collecte, l'analyse et la compilation des informations relatives aux indicateurs par pilier décrit dans la feuille de route afin de mesurer l'atteinte des objectifs ;
- Assurer la fiabilité, la validité et la disponibilité des données en temps réel et à diffuser à tous les acteurs ;
- Suivre et analyser l'évolution des indicateurs définis dans le cadre de résultat et établir les tendances de l'atteinte des objectifs.

La théorie de changement

Ce plan de suivi comprend la théorie de changement qui permet de construire une compréhension commune du processus nécessaire pour atteindre le Dividende Démographique et fournir une cartographie détaillée des parcours de changement y afférents. La théorie de changement est un outil essentiel à la disposition de toutes les parties prenantes concernées par la formalisation de l'impact, des effets intermédiaires, des domaines d'investissement. Elle est particulièrement adaptée dans le contexte du Dividende Démographique, car elle illustre les voies à suivre sous l'angle de la contribution de tous les acteurs et qui vont au-delà de la simple attribution. Elle indique également les secteurs critiques qui relèvent d'acteurs extérieurs et leurs liens avec le Dividende Démographique.

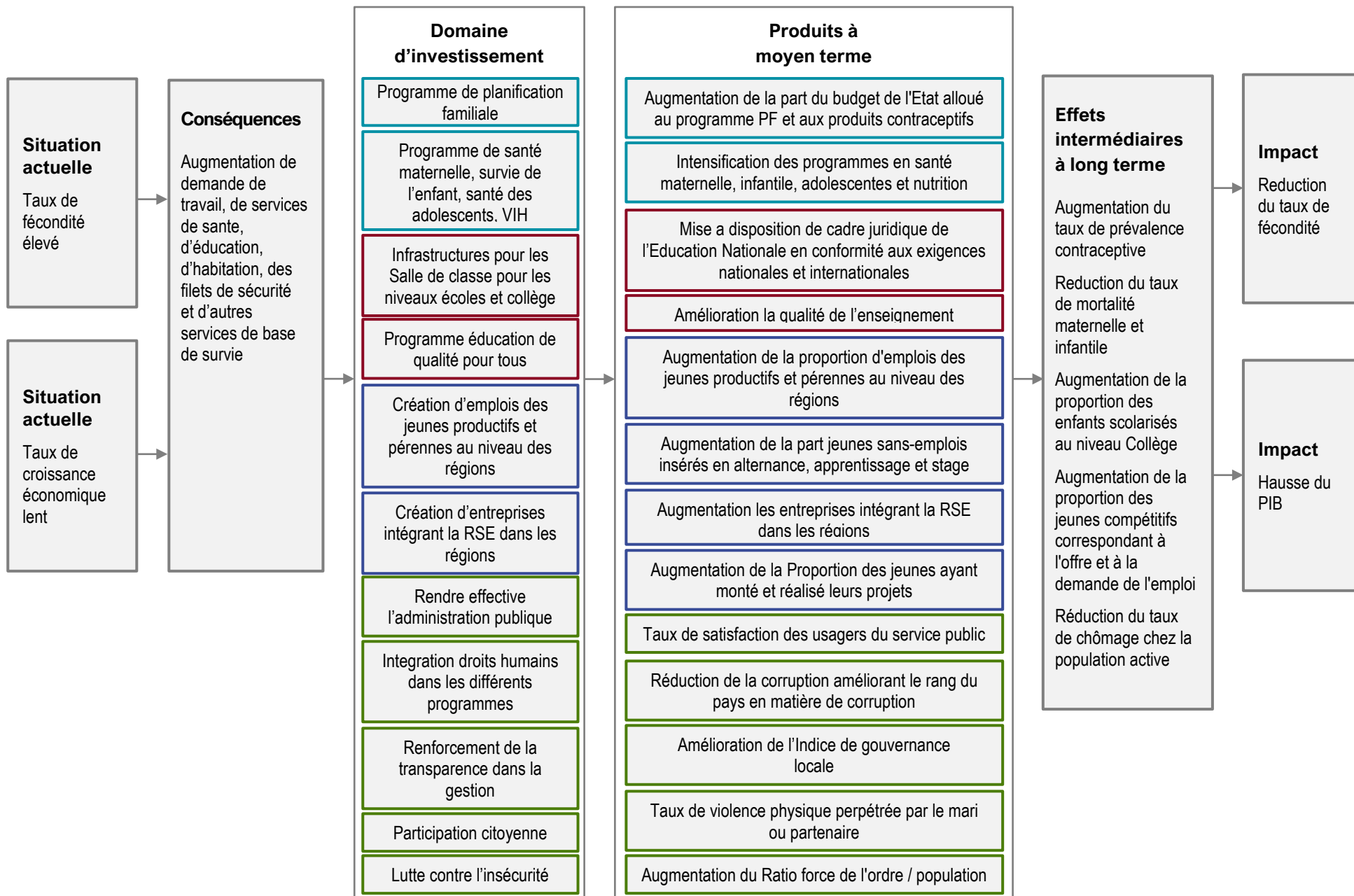


Figure 1 : La théorie de changement du dividende démographique

Cette théorie de changement définit les changements auxquels Madagascar voudrait arriver en 2063 pour tirer profit du Dividende Démographique. Les membres de l'Equipe Dividende Démographique ont identifié quatre piliers fortement liés et 28 activités essentielles pour assurer l'augmentation des investissements dans la frange jeune de la population, promouvoir le changement pour placer Madagascar sur la voie du Dividende Démographique. L'équipe nationale avait effectué une analyse approfondie des problèmes majeurs et avait cherché leurs causes immédiates, sous-jacentes et profondes. Ensuite, elle a déterminé les stratégies politiques pour chacun des secteurs concernés et proposé des actions clés devant être mises en œuvre pour atteindre cet investissement, en tenant compte de leurs expériences et leçons tirées et des bonnes pratiques de la mise en œuvre des stratégies passées. Ce document donne également l'aperçu sur les activités prioritaires pour chaque secteur pour permettre une meilleure planification dans un contexte de rareté des ressources. Les actions définies dans la Feuille de Route du Dividende Démographique s'alignent parfaitement avec les documents cadres nationaux et internationaux et les stratégies sectorielles existant à Madagascar. La théorie de changement énonce également les hypothèses qui la sous-tendent. Ces hypothèses ont été déterminées dans l'identification des actions clés. Le comité a déjà introduit les actions de mitigation permettant d'augmenter les chances pour atteindre le Dividende Démographique.

L'élaboration de cette théorie de changement a été un processus complexe et a respecté une approche participative, globale et coordonnée par le Ministère de l'Economie et des Finances. Elle a nécessité la participation des huit ministères touchés directement par la mise en œuvre de la Feuille de Route du Dividende Démographique sous forme d'ateliers dont : le Ministère des Finances et de l'Economie, de la Santé, de l'Education, de la Justice, de la Population, de la Fonction Publique, de la Jeunesse et des Sports, des Postes et télécommunications.

Cette théorie de changement repose sur les raisonnements qui expliquent les causes pour lesquelles on escompte que les réalisations obtenues à un niveau produiront les résultats attendus au niveau suivant. Certaines interventions spécifiques sont nécessaires pour garantir que le niveau suivant de la chaîne de réalisations sera atteint.

Le Dividende Démographique met en exergue les liens qui existent entre les dynamiques démographiques et le développement. Aussi, l'amélioration des conditions de vie des populations constitue le principal centre d'intérêt des politiques de développement menées par les gouvernements. La croissance de la population a une influence positive par le biais de l'augmentation de la demande avec comme résultant l'accroissement de la production. Toutefois, elle entraîne une pression sur la demande des services sociaux de base en santé, éducation, emploi, auxquels les gouvernements dans les pays en voie de développement n'arrivent pas à faire face de façon efficace. En outre, le gouvernement de Madagascar rencontre cette situation car la population connaît un accroissement exponentiel alors qu'elle vit avec l'un des PIB les plus bas du monde.

Les indicateurs en santé, en éducation et en emploi sont faibles et la croissance économique est lente. L'élaboration de cette feuille de route du dividende démographique témoigne de l'engagement du gouvernement dans la volonté de changer la situation. Les impacts à haut niveau de cette théorie de changement visent les changements à long terme d'ici 2063, comme suit :

- Réduction du taux de fécondité chez les femmes allant de 4.6 en 2018 à 3 en 2040 et 1,3 en 2063 ;
- Augmentation du PIB par habitant de Madagascar 8,455USD en 2063 ;

- Changement de la structure par âge de la population d'ici 2063 : augmentation de la population active par rapport à la population dépendante (D'ici 2063, la population en âge de travailler, de 19 à 59 ans, est productive.)

Pour que ces impacts soient atteints, des effets à moyen-terme pour chacun des trois piliers sont attendus :

- Augmentation du taux de prévalence contraceptive ;
- Réduction du taux de chômage chez la population active.

Les effets à moyen termes sont :

- Réduction de la mortalité maternelle et infantile ;
- Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi ;
- Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau collège.

Ces effets sont tendus par des produits ou extrants à plus court terme dont la réalisation devrait emmener à l'atteinte des effets ci-dessus. Ces extrants sont les suivants :

- Augmentation de la part du budget de l'Etat alloué au programme PF et aux produits contraceptifs ;
- Réduction de la mortalité maternelle et infantile ;
- Mise à disposition de cadre juridique de l'Education Nationale en conformité aux exigences nationales et internationales ;
- Amélioration de la qualité de l'enseignement ;
- Augmentation pérenne de la proportion d'emplois des jeunes productifs au niveau des régions ;
- Augmentation du nombre des jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage ;
- Augmentation des entreprises intégrant la RSE dans les régions.

Augmentation du nombre des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets. Pour renforcer la chance de parvenir à ces effets et impacts, le gouvernement inclut dans cette théorie le quatrième pilier des interventions lié à la gouvernance. En effet, l'Etat Malagasy est convaincu que s'engager dans des principes de gouvernance saine et la priorisation du développement social, la mise en place d'un cadre favorable à l'instauration d'un Etat de Droit et d'un climat de confiance entre gouvernants et acteurs de développement ainsi que la mise en place des cadres de référence juridique, politique et stratégique sectoriels incitatifs au développement social et économique permet d'augmenter les possibilités de renforcement de la croissance économique.

Dans ce processus, le gouvernement et tous les acteurs reconnaissent que la théorie de changement devrait être un exercice dynamique et itératif. L'atteinte des impacts à long terme dépend des suivis des effets et produits, des rectifications et renforcement selon l'évolution de la situation sans écarter de la vision finale de 2063.

Le cadre de résultats

Le cadre de résultats montre l'évolution de la réalisation des activités de chaque pilier. Il se présente sous forme de tableau.

Pilier SANTE ET PLANIFICATION FAMILIALE

Effet : Taux de prévalence contraceptive augmenté à 60 %

EFFET	INDICATEURS	BASELINE	VALEUR CIBLE				
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux de prévalence contraceptive augmenté à 60 %	Taux de prévalence contraceptive Moderne	43 %	43 %	46 %	49 %	52 %	55 %
	Taux de fécondité des adolescentes 15-19 ans	143 ‰	143 ‰	142 ‰	141 ‰	140 ‰	139 ‰

Produit : Part du budget de l'Etat alloué au programme PF et aux produits contraceptifs augmenté

INDICATEUR	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible
Part du budget	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %

Action clé 1. Engager les hauts dirigeants de l'Etat à prioriser la santé de la reproduction et la planification familiale afin de permettre l'autonomisation et le développement économique de la famille et du pays

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Effectuer un Plaidoyer auprès des décideurs pour le financement du programme PF y compris l'approvisionnement en produits contraceptifs	Nombre de plaidoyer sur le financement du programme PF y compris l'approvisionnement en produits contraceptifs auprès des décideurs effectué	0	1 au coût de 9 523 810	5 au coût de 47 619 048	5 au coût de 47 619 048	5 au coût de 47 619 048	5 au coût de 47 619 048	200 000 000	MSANP MEF AN SENAT
Appuyer les hauts dirigeants et les personnes influentes dans la communication sur la planification familiale au niveau des hommes, des femmes, des jeunes et des adolescents	Nombre des hauts dirigeants et des personnes influentes ayant effectué des activités de communications	0	10 au coût de 7 142 857	15 au coût de 10 714 286	15 au coût de 10 714 286	15 au coût de 10 714 286	15 au coût de 10 714 286	50 000 000	MSANP MPPSPF MJS PTF
Effectuer le suivi et évaluation du PANB sur la Planification Familiale	Rapport d'évaluation disponible	Non	–	Oui 17 812 500 000	Oui 17 812 500 000	Oui 17 812 500 000	Oui 17 812 500 000	71 250 000 000	MSANP MPPSPF MJS USAID HP+ UNFPA PSI MSM FISA ASOS

Effet A : Multitude de convention de partenariat conclues entre l'Etat et les parties prenantes (Indicateur : Nombre de conventions de partenariat conclues)

Produit A1 : Centre des jeunes à Madagascar multipliés

EFFET	INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Multitude de convention de partenariat conclues entre l'Etat et les parties prenantes	Nombres de Centre des Jeunes à Madagascar	63	63	65	70	75	80

Action clé 2. Renforcer le système de partenariat entre structures concernées pour la prévention/protection sur différents fléaux socio-sanitaires des jeunes

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Etablir une convention de partenariat entre les parties prenantes	Nombre de conventions de partenariats établis	0	–	2 au coût de 1 000 000	2 au coût de 1 000 000	3 au coût de 1 500 000	3 au coût de 1 500 000	5 000 000	MSANP MJS MPPSPF PTF
	Nombre de Centres de Jeunes à Madagascar appliquant les différentes modalités d'application du décret	24	34 au coût de 165 000 000	44 au coût de 165 000 000	54 au coût de 165 000 000	64 au coût de 165 000 000	64 0	660 000 000	MJS
Opérationnaliser des centres de jeunes selon le Décret portant promotion et organisation, renforcement des capacités et coordination des Centres de Jeunes à Madagascar (MJS)	Nombre de centres de jeunes opérationnels	45	45 au coût de 23 571 429	50 au coût de 106 071 429	60 au coût de 236 785 714	70 au coût de 236 785 714	80 au coût de 236 785 714	840 000 000	MJS PTF

Effet B : Qualité du système de santé améliorée (Indicateur : Diminution du taux de morbidité et de mortalité)

Produit B1 : Emploi crée pour servir la localité cible en matière de santé (Indicateur : Nombre de personnel de santé recruté)

Action clé 3. Promouvoir un investissement durable accessible pour tous dans le système de santé

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Recruter des ressources humaines en sante pour rendre effective l'offre de services intégrés au niveau des Formations Sanitaires	Nombre de ressources humaines recrutés	0	10 au coût de 78 940 961	100 au coût de 789 409 608	100 au coût de 789 409 608	100 au coût de 789 409 608	100 au coût de 789 409 608	3 236 579 392	MSANP PTF
Réhabiliter et mettre aux normes les hôpitaux existants	Nombre d'hôpitaux réhabilités et mis aux normes (CHD, CHRR, CHU)	0	2 au coût de 3 451 304 348	6 au coût de 10 353 913 043	6 au coût de 10 353 913 043	5 au coût de 8 628 260 870	4 au coût de 6 902 508 696	39 690 000 000	MSANP PTF

Action clé 4. Eliminer la transmission mère-enfant du VIH/SIDA

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Effectuer le dépistage VIH et traitement des adolescents et des jeunes	Nombre d'adolescents et jeunes dépistés dans les centres des jeunes et lors des événements liés à la jeunesse	283	350 au coût de 335 000	500 au coût de 750 000	650 au coût de 750 000	750 au coût de 500 000	983 au coût de 1 165 000	3 500 000	MJS

EFFET	INDICATEURS	BASELINE	VALEUR CIBLE				
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Mortalité maternelle réduite	Ratio de mortalité maternelle	408 /100.000 nouveau-nés (NAISSANCE VIVANTE)	408/100000 (NV)	383/100000 (NV)	358/100000 (NV)	333/100000 (NV)	300/100.000 (NV)
	Taux de mortalité infantile	47/1000 (NV)	47/1000 (NV)	44/1000 (NV)	41/1000 (NV)	38/1000 (NV)	35 /1000(NV)

Produit B2 : Programmes visant à améliorer la survie de la mère et infantile intensifiés

Action clé. Renforcer les interventions en santé maternelle et néonatale

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Réaliser les activités de CPN	Pourcentage des femmes enceintes qui ont bénéficié d'au moins 4 consultations prénatales pendant leur grossesse	60 %	60 % 0	61 % au coût de 1 649 897 200	62 % au coût de 1 649 897 200	63 % au coût de 1 649 897 200	65 % au coût de 3 299 794 400	8 249 486 000	MSANP (DSFa)
Réaliser les accouchements dans les centres de santé	Taux d'accouchement dans les formations sanitaires	38,5 %	38,5 % 0	43,5 % au coût de 5 940 803 750	48,5 % au coût de 5 940 803 750	53,5 % au coût de 5 940 803 750	58,5 % au coût de 5 940 803 750	23 763 215 000	MSANP (DSFa)
Réaliser les activités de PF	Nombre d'utilisatrice régulière de contraception	–	3 052 091 au coût de 28 081 573 257.49	3 362 979 au coût de 30 941 980 809.85	3 689 772 au coût de 33 948 726 535.82	4 033 141 au coût de 37 107 984 149	4 393 084 au coût de 40 419 735 247.84	170 500 000 000	MSANP (DSFa)
Réaliser le dépistage et prise en charge des PVVIH	Proportion de PVVIH sous ARV suivies DLMT	80 %	82,4 % au coût de 8 835 200 000	84,8 % au coût de 8 835 200 000	87,2 % au coût de 8 835 200 000	89,6 % au coût de 8 835 200 000	92 % au coût de 8 835 200 000	44 176 000 000	MSANP (DLMT)

Effet C : Santé infantile assuré (Indicateur : Taux de mortalité infantile)

Produit C1 : Certificat de vaccination délivré

Action clé 5. Renforcer les interventions pour la santé infantile

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Effectuer la vaccination des enfants pour assurer leur survie	Nombre des formations sanitaires sans rupture de stock en vaccins	Vérifier MICS	Plus 2 points	Plus 2 points	Plus 2 points	Plus 2 points	Plus 2 points	240 226 921 715	MSANP PTF
Réaliser les activités de PCIME, PCIMEC	Pourcentage des formations sanitaires offrant les activités PCIME, PCIMEC	–	20 % au coût de 5 724 400 000	40 % au coût de 11 448 800 000	60 % au coût de 17 173 200 000	80 % au coût de 22 897 600 000	100 % au coût de 28 622 000 000	28 622 000 000	MSANP (DSFa)

Produit C2 : Apport nutritionnel suffisant pour les enfants de moins de 5 ans

Action clé 6. Renforcer les interventions nutritionnelles basées sur des preuves scientifiques pour la réduction de la malnutrition en considérant le Port folio Essentiel en Nutrition avec un accent sur la période des 1 000 jours (du début de la grossesse jusqu'à 2 ans)

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Approvisionner les formations sanitaires en Fer et acide folique	Pourcentage des femmes enceintes déparasitées Pourcentage des femmes enceintes supplées en FAF	43 % des femmes enceintes ayant été déparasitées, MICROPLAN DES SDSP	44 % au coût de 7 311 000 000	46 % au coût de 14 622 000 000	48 % au coût de 14 622 000 000	49 % au coût de 7 311 000 000	50 % des femmes enceintes au coût de 7 311 000 000	51 177 000 000	MSANP (DSFa-SNut) PTF
Supplémenter les enfants de 6 à 59 mois en vitamine A et dotation en albendazole	Pourcentage d'enfants de moins de 5ans ayant été supplémentés en vit A	94,9 % en 2019	95,72 % au coût de 1 340 000 000	96,54 % au coût de 1 340 000 000	97,36 % au coût de 1 340 000 000	98,18 % au coût de 1 340 000 000	99 % au coût de 1 340 000 000	6 700 000 000	

Produit C3 : Intensification des programmes visant à améliorer la sante des adolescents

Action clé. Offrir les services essentiels en santé des adolescents

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Opérationnaliser les centres de santé amis des jeunes offrant les services intégrés en sante des jeunes	Pourcentage des centres de santé labélisés centres de santé amis des jeunes	10 %	–	15 % au coût de 2 193 750 000	20 % au coût de 2 193 750 000	25 % au coût de 2 193 750 000	30 % au coût de 2 193 750 000	8 775 000 000	MSANP (DSFa)

Pilier EDUCATION

Effet D : Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège

EFFET	INDICATEURS	BASELINE (2019- 2020)	VALEUR CIBLE				
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège	Taux brut de scolarisation	44 %	45 %	46 %	47 %	48 %	49 %

Produit D1 : Mise à disposition de cadre juridique de l'Education Nationale en conformité aux exigences nationales et internationales

Action clé 7. Mettre en conformité la cadre juridique nationale et politique nationale de l'Education PNE à Madagascar

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Elaborer et adopter de politique nationale de l'éducation opérationnelle	Non	Oui	20 % au coût de 16 200 000	60 % au coût de 32 400 000	100 % au coût de 32 400 000	—	—	81 000 000	

Produit D2 : Qualité de l'enseignement améliorée

INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ratio Elève/Salle	37	—	36	—	35	—

Action clé 8. Dotation du système éducatif en infrastructures répondant aux normes de qualité / mettre en place un système éducatif répondant aux normes de qualité

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Construire des infrastructures adaptées à la situation géographique et climatique du pays (EPP, CEG et Lycée)	Nombre des infrastructures construites (EPP, CEG et Lycée)	44 Manara-Penitra	49 au coût de 1 710 714 286	64 au coût de 5 132 148 857	84 au coût de 6 842 857 143	104 au coût de 6 842 857 143	114 au coût de 3 421 428 571	23 950 000 000	MEN METFP MESUPRES
Adapter les infrastructures scolaires pour faciliter la mobilité des enfants en situation de handicap (ESH)	Nombre d'établissements construits répondant aux normes exigées par le PNIH	0	—	2 au coût de 100 000 000	2 au coût de 100 000 000	2 au coût de 100 000 000	—	300 000 000	MEN METFP MESUPRES

Action clé 9. Améliorer la qualité de l'enseignement

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Etablir des partenariats avec l'enseignement privé, les ONG, les OSC...	Convention de partenariat public et privé signée	Non	—	Oui	—	—	—	40 000 000	MEN METFP
Former des enseignants dans des structures de Formation de formateurs	Nombre d'enseignants formés	Oui	23 Régions 9554 enseignants des Lycées publics en formation continue 256 enseignants du Lycée sortant de l'ENS en formation initiale de 5 ans 1301 enseignants du collège (10 CRINFP) tous les 2 ans 1895 enseignants du primaire (18 CRINFP) tous les 2 ans au coût de 523 308 800	23 Régions au coût de 523 308 800	23 Régions au coût de 523 308 800	23 Régions au coût de 523 308 800	23 Régions au coût de 523 308 800	2 616 544 000	MEN METFP

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Doter des écoles en subvention aux caisses d'écoles (EPP, CEG et Lycée) dans 160 150 établissements	Nombre d'écoles bénéficiaires de caisse école (EPP, CEG et Lycée) dans 160 150 établissements (46 232 738 élèves d'ici cinq ans)	30173	30 776 au coût de 17 756 905 104 455	31 392 au coût de 18 139 723 954 136	32 019 au coût de 18 463 647 596 175	32 660 au coût de 18 875 914 049 678	33 313 au coût de 19 929 285 295 537	92 465 476 000 000	MEN METFP PAEB
Doter des kits scolaires aux élèves du primaire, secondaire	Nombre des kits scolaires distribués par an aux élèves du primaire, secondaire	6 541 299	7 169 264 au coût de 107 539 008 314	7 857 513 au coût de 117 862 643 512	8 611 834 au coût de 129 177 473 729	9 438 570 au coût de 141 578 542 717	10 344 673 au coût de 155 170 141 728	651 327 810 000	MEN METFP
Mettre en place des cantines scolaire dans les établissements scolaires des zones vulnérables (20 468 002 élèves pendant 5 ans)	Nombre d'enfants/élèves bénéficiaires (20 468 002 pendant 5 ans)	1 407 303	1 942 078 au coût de 1 942 070 221	2 680 068 au coût de 2 680 058 720	3 698 494 au coût de 3 698 480 308	5 103 921 au coût de 5 103 899 629	7 043 441 au coût de 7 043 493 122	20 468 002 000	MEN METFP UNICEF
Former des personnels en vue de l'opérationnalisation de la formation à distance - numérique éducatif pour le personnel enseignant (230 410 enseignants)	Nombre de formations (230 140 Enseignants pour 7 671 formations)	Non	1 000 au coût de 7 600 330 205	2 000 au coût de 15 200 660 409	2 000 au coût de 15 200 660 409	1 000 au coût de 7 600 330 205	1 671 au coût de 12 700 151 772	58 302 133 000	MEN METFP
Octroyer des bourses d'excellence pour les lauréats des examens officiels	Nombre des élèves bénéficiant de bourses d'excellence dans 23 régions (1 CEPE ; 1BEPC ; 1BACC) 69 élèves par ans	Oui	69 au coût de 27 600 000	69 au coût de 27 600 000	69 au coût de 27 600 000	69 au coût de 27 600 000	69 au coût de 27 600 000	138 000 000	MEN METFP

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Développer les structures de Formation de formateurs	Nombre de structures de formation des formateurs opérationnelles (22 CRINFP + 4 ENS + 1 IMATEP)	Oui	27 au coût de 2 700 000 000	27 au coût de 2 700 000 000	27 au coût de 2 700 000 000	27 au coût de 2 700 000 000	27 au coût de 2 700 000 000	13 500 000 000	MEN METFP PRIMATURE
Mettre en place un espace numérique et intégrer les TIC dans l'enseignement, suivi et encadrement pédagogique	Nombre d'établissements dotés de médiathèque Nombre d'établissements scolaires et de formations dotés d'espace numériques	Oui	114 au coût de 2 280 000 000	114 au coût de 2 280 000 000	114 au coût de 2 280 000 000	114 au coût de 2 280 000 000	114 au coût de 2 280 000 000	11 400 000 000	MEN METFP
Mettre en place les Tableaux Numériques Interactifs	Type et nombre d'appareils distribués aux écoles et centres de formation	—	114 au coût de 1 368 000 000	114 au coût de 1 368 000 000	114 au coût de 1 368 000 000	114 au coût de 1 368 000 000	114 au coût de 1 368 000 000	6 840 000 000	MEN METFP

Action clé 10. Améliorer l'employabilité des formés et des diplômés de l'enseignement supérieur

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Développer le référentiel et le basculement vers l'APC	Basculement vers APC effectif	Non	60 au coût de 31 623 480	120 au coût de 63 246 960	120 au coût de 63 246 960	100 au coût de 52 705 800	100 au coût de 52 705 800	263 529 000	MEN METFP MESUPRES
Recruter des enseignants chercheurs	Nombre d'enseignants chercheurs recrutés	—	30 au coût de 75 999 960	60 au coût de 151 999 920	60 au coût de 151 999 920	60 au coût de 151 999 920	40 au coût de 101 333 280	633 333 000	MEN METFP MESUPRES
Mettre en place un dispositif de suivi post formation	Dispositif de suivi post-formation mis en place								
Renforcer les capacités des centres d'orientation et d'encadrement	Nombre de centre d'orientation et d'encadrement ayant bénéficié de renforcement de capacité								

Action clé 11. Développer une gestion partenariale multisectorielle de l'éducation et de la formation

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Etablir des partenariats avec les entreprises pour supporter la révision des curriculums de formation : formation dans les secteurs représentant les plus grands bassins d'emplois, intégration des milieux professionnels dans la formation, promotion de la formation tout au long de la vie, développement de compétences entrepreneuriales, système de jumelage	Nombre d'accords de jumelage signés par les universités partenaires	3	11 au coût de 62 222 222	23 au coût de 93 333 333	37 au coût de 108 888 889	47 au coût de 77 777 778	57 au coût de 77 777 778	420 000 000	MEN METFP MESUPRES
Etablir des partenariats avec le secteur privé et les partenariats bilatéraux pour faciliter la transférabilité des compétences	Nombre d'accords de partenariats conclus entre le secteur privé et instituts de recherche	38	48 au coût de 73 684 211	61 au coût de 95 789 474	75 au coût de 103 157 895	85 au coût de 73 684 211	95 au coût de 73 684 211	420 000 000	MEN METFP MESUPRES

Action clé 12. Insuffler l'esprit de recherche et d'innovation à tous les niveaux

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Publier des recherches scientifiques	Nombre de recherches scientifiques publiées	Oui	11 au coût de 62 857 144	15 au coût de 85 714 286	19 au coût de 108 571 429	15 au coût de 85 714 286	10 au coût de 57 142 857	400 000 000	MEN METFP MESUPRES
Intégrer les compétences d'innovation des étudiants	Nombre de compétences d'innovation des étudiants intégrées	Oui	6 au coût de 48 000 000	10 au coût de 80 000 000	14 au coût de 112 000 000	10 au coût de 80 000 000	10 au coût de 80 000 000	380 000 000	MTEFPLS METFP MESUPRES
Mettre en place des dispositifs d'incubation des projets inter-entrepreneux	Nombre de dispositif d'incubation mis en place	Oui	8 au coût de 62 857 143	12 au coût de 94 285 714	16 au coût de 125 714 286	10 au coût de 78 571 429	10 au coût de 78 571 429	440 000 000	MEN METFP MESUPRES MICC MINJUS

Action clé 13. Valoriser l'éducation non formelle et l'éducation informelle ainsi que la formation professionnelle destinée aux analphabètes et aux enfants/jeunes déscolarisés

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Elaborer des programmes flexibles et innovateurs de maintien, de retour et de réinsertion scolaire/éducative adaptée et spécialisée avec des outils de suivi pour les adolescents, adolescentes et jeunes vulnérables et non-scolarisés, notamment pour les jeunes filles	Nombre de jeunes 14-30 ans réinsérés en milieu scolaire	0	–	30 au coût de 57 134 000	30 au coût de 57 134 000	30 au coût de 57 134 000	30 au coût de 57 134 000	228 536 000	MJS MEN
Elaborer des référentiels de formations pour renforcer l'alphabétisation aux normes du MEN comme l'Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement (AFI-D)	Référentiels de formation élaborés	Non	–	Oui	–	–	–	3 920 400	MJS MEN
Mettre en place des Réseaux communautaires et d'écoles inclusives sur le terrain à travers la réalisation des cours d'alphabétisation, et la diversification de l'offre d'apprentissage destinée aux analphabètes et aux déscolarisés	Nombre de jeunes formés	0	–	1 004 752 000	1 004 752 000	502 376 000	–	11 880 000	MJS

Action clé 14. Adapter les programmes éducatifs au contexte national qu'international

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Effectuer la formation sur les techniques de communication efficace avec les jeunes avec l'approche « life skills » pour faciliter « l'approche adolescents et jeunes » pour tous les intervenants en matière de Jeunesse (multisectorielle)	Nombre d'intervenants formés	–	90 au coût de 50 800 000	190 au coût de 107 244 444	190 au coût de 107 244 444	190 au coût de 107 244 444	240 au coût de 135 466 667	508 000 000	MEN METFP MJS
	Plan de communication disponible	Oui	1 au coût de 14 000 000	–	–	–	–	14 000 000	MEN MJS
Renforcer la capacité des enseignants sur CCCS (éducation fondamentale, éducation secondaire générale et les lycées techniques et professionnels)	Nombre de formations (230 140 Enseignants pour 7 671 formations)	Oui	1 000 au coût de 7 600 330 205	2 000 au coût de 15 200 660 409	2 000 au coût de 15 200 660 409	1 000 au coût de 7 600 330 205	1 671 au coût de 12 700 151 772	58 302 133 000	MEN METFP MJS

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Intégrer le civisme, la citoyenneté, la paix, le changement climatique et le développement durable en matière à part entière dans les établissements scolaires (éducation fondamentale, éducation secondaire générale et les lycées techniques et professionnels)	Nombre d'établissements ayant l'ECC, la paix, le changement climatique et le développement durable comme matière à part entière	–	29 au coût de 102 220 994	38 au coût de 133 944 751	38 au coût de 133 944 751	38 au coût de 133 944 751	38 au coût de 133 944 751	638 000 000	MEN METFP MJS

Action clé 15. Améliorer le système éducatif à travers des programmes adaptés et inclusifs, pour une éducation de qualité pour tous

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Mettre à l'échelle l'éducation sexuelle complète afin de contribuer à prévenir aux grossesses précoces et/ou non désirées et pour une meilleure réussite scolaire	Nombre d'établissement scolaire intégrant le programme sur l'éducation sexuelle complète	–	9 286 au coût de 422 218 127	9 291 au coût de 422 445 468	9 291 au coût de 422 445 468	9 291 au coût de 422 445 468	9 291 au coût de 422 445 468	2 112 000 000	MEN METFP
Poursuivre le dispositif CRAN (Cours de Remise à Niveau)	Nombre d'établissement poursuivant le dispositif CRAN	–	10 166 au coût de 870 057 660	10 171 au coût de 870 485 585	10 171 au coût de 870 485 585	10 171 au coût de 870 485 585	10 171 au coût de 870 485 585	4 352 000 000	MEN METFP
Mettre en place des écoles de parents au niveau des établissements scolaires publics du cycle fondamental afin de promouvoir la responsabilité des parents	Nombre d'écoles des parents créées et opérationnelles au niveau des établissements scolaires publics du cycle fondamental	–	182 au coût de 1 364 934 528	183 au coût de 1 372 434 168	183 au coût de 1 372 434 168	183 au coût de 1 372 434 168	178 au coût de 1 343 935 967	6 817 173 000	MEN METFP
Adopter une politique d'intégration scolaire des jeunes filles après avoir donné naissance	Politique adoptée	–	1 au coût de 79 000 000	–	–	–	–	79 000 000	MEN METFP
Réaliser les actions entrant dans le Cadre de l'Orientatation et de l'Organisation du Curriculum Malagasy (COOCM) et de la réforme de l'éducation	Programme scolaire réorienté et réorganisé	–	50 au coût de 2 177 024 630	50 au coût de 2 177 024 630	60 au coût de 2 612 429 556	60 au coût de 2 612 429 556	50 au coût de 2 177 024 630	11 755 933 000	MEN

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Elaborer le système éducatif pour ESH1 (enfants présentant des déficiences légères ou moyennes) dans le système formel et les ESH2 (enfants présentant des déficiences lourdes ou profondes)	Système éducatif élaboré	–	1 au coût de 69 000 000	–	–	–	–	69 000 000	MEN
Former les enseignants pour bien accueillir les ESH1 dans le système formel et les ESH2	Nombre des formations des 481614 (dans les 23 DREN)	–	3 211 au coût de 24 401 776 000	3 211 au coût de 24 401 776 000	3 211 au coût de 24 401 776 000	3 211 au coût de 24 401 776 000	3 211 au coût de 24 401 776 000	122 008 880 000	MEN METFP FNUAP UNICEF
Appliquer le système LMD : mise en place d'un environnement et de ressources favorables pour les étudiants face au nouveau système LMD et articulation entre le système infra-bac et post-bac	Nombre de conventions fondées sur le LMD	–	20 au coût de 1 520 000	40 au coût de 3 040 000	40 au coût de 3 040 000	–	–	7 600 000	MEN MESUPRES

Action clé 16. Valoriser le sport, la culture, les loisirs comme étant des moyens d'éducation pour le développement

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Elaborer des plans de développement du sport scolaire et universitaire ainsi que les écoles de sport dans le cadre de la préparation de la relève sportive	Nombre de plans de développement élaborés	–	20 au coût de 20 200 000	40 au coût de 40 400 000	40 au coût de 40 400 000	–	–	101 000 000	MEN METFP MJS
Elaborer des stratégies à la promotion des loisirs éducatifs	Stratégies élaborées	–	1 au coût de 99 000 000	–	–	–	–	99 000 000	MEN METFP MJS
Etablir de partenariat entre les MJS et autres Ministères concernées pour le Développement de la culture numérique en favorisant un programme pour la protection des jeunes contre les abus sur les réseaux sociaux et la Promotion de l'usage à bon escient de l'internet dans toutes les régions	Nombre de partenariats élaborés	–	8 au coût de 53 575 758	14 au coût de 93 757 576	18 au coût de 120 535 455	14 au coût de 93 757 576	12 au coût de 80 363 636	442 000 000	MEN METFP MJS
	Nombre de personnes sensibilisées sur les bienfaits de la pratique du "sport santé"	–	10 000 au coût de 30 000 000	20 000 au coût de 30 000 000	30 000 au coût de 30 000 000	40 000 au coût de 30 000 000	50 000 au coût de 30 000 000	150 000 000	MJS
	Nombre de jeunes sportifs talentueux par an à l'échelon communal, régional, national	–	46 au coût de 4 600 000	92 au coût de 4 600 000	138 au coût de 4 600 000	184 au coût de 4 600 000	230 au coût de 4 600 000	23 000 000	MJS

Pilier EMPLOI

Effet E : Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi

EFFET	INDICATEURS	BASELINE	PERIODE	VALEUR CIBLE				
				Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi	Proportion des Jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi	0 %	2020-2024	10 %	13 %	15 %	17 %	20 %

Produit E1 : Augmentation de la proportion d'emplois des jeunes productifs et pérennes au niveau des régions

INDICATEUR	PERIODE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Proportion d'emploi des jeunes productif	2020-2023	10 %	15 %	35 %	45 %	50 %

Action clé 18. Mettre en œuvre les politiques et les stratégies pour la réduction du chômage des jeunes

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Mettre en place des dispositifs d'intermédiation professionnelle facilitant l'accès à l'emploi décent	Nombre de dispositifs d'intermédiation mis en place	0	2020-2024	3 au coût de 7 846 154	8 au coût de 20 923 077	13 au coût de 34 000 000	18 au coût de 47 076 923	23 au coût de 60 153 846	170 000 000	MTEFPLS ONEF MESUPRES/ MENETFP INSTAT CNaPS MSANP MJS MPPSPF MICC MAEP EDBM MMRS
Mettre en place au niveau des régions une politique de création d'emplois axée sur les potentiels locaux	Nombre de région mettant en œuvre une politique de création d'emplois	0	2020-2024	3 au coût de 3 230 769	8 au coût de 8 615 385	13 au coût de 14 000 000	18 au coût de 19 384 615	23 au coût de 24 769 231	70 000 000	MTEFPLS
Etablir un partenariat pour renforcer les collaborations économiques avec la diaspora afin de promouvoir les investissements et de mettre au point des relations économiques et commerciales	Accord de partenariat signé	Non	2020-2024	Non	Oui 15 000 000	Oui 15 000 000	Oui 15 000 000	Oui 15 000 000	60 000 000	EDBM MICC MAE MTEFPLS MSANP MID MPTDN
Sensibiliser les parties prenantes sur l'investissement favorisant la création d'emplois	Nombre d'atelier et sensibilisation réalisé	0	2020-2024	0	20 au coût de 86 400 000	30 au coût de 129 600 000	40 au coût de 172 800 000	50 au coût de 216 000 000	604 800 000	EDBM MICC MAE MTEFPLS MSANP MID MPTDN

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Créer une Base de données sur l'emploi	Bases de données sur l'emploi créées et mises en place	0	2020-2024	0	1 au coût de 281 250 000	9 au coût de 2 531 250 000	15 au coût de 4 218 750 000	23 au coût de 6 458 750 000	13 500 000 000	MTEFPLS ONEF INSTAT/ Ministère CNaPS OSTIE
Effectuer des approches HIMO structurées dans les Travaux Publics	Nombre de régions utilisant l'approche HIMO	0	2020-2024	3 au coût de 25 384 615	8 au coût de 67 692 308	13 au coût de 110 000 000	18 au coût de 152 307 692	23 au coût de 194 615 385	550 000 000	MAHTP MTEFPLS METFP MEF MEAH

Action clé 19. Instaurer un environnement favorable à l'accès aux crédits pour les jeunes

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Accorder des financements en création et en développement d'entreprise pour les jeunes entrepreneurs	Part des jeunes et les plus vulnérables ayant monté et réalisé leurs projets d'auto-emploi	ND	5 % au coût de 8 000 000	10 % au coût de 8 000 000	15 % au coût de 8 000 000	20 % au coût de 8 000 000	25 % au coût de 8 000 000	40 000 000	PTF

Produit E2 : Augmentation de la part des jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage

Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Part des jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage	ND	2020-2024	15 % au coût de 175 000 000	20 % au coût de 58 333 333	25 % au coût de 58 333 333	25 % au coût de 0	30 % au coût de 58 333 333	350 000 000	MTEFPLS MICC MESUPRES SIM METFP GEM FIVPAMA (groupement des employeurs) CNT

Action clé 20. Instituer un mécanisme d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes par le biais des stages, d'apprentissage ainsi que des formations en cours d'emploi

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Mettre en place et opérationnaliser les programmes nationaux relatifs à l'emploi	Nombre de région bénéficiaire de programme relatif à l'emploi	0	2020-2024	5 au coût de 23 972 603	10 au coût de 47 945 205	15 au coût de 71 917 808	20 au coût de 95 890 411	23 au coût de 110 273 973	350 000 000	MTEFPLS MICC MESUPRES SIM METFP GEM FIVPAMA (groupement des employeurs) CNT
Créer des centres de formation des arts et métiers selon les besoins des filières économiques de chaque District	Nombre de centre de formation créé	ND	2020-2024	4 au coût de 182 759 687	4 au coût de 182 759 687	5 au coût de 228 449 609	5 au coût de 228 449 609	5 au coût de 228 449 609	1 050 868 200	MTEFPLS METFP MAM MEN MAE MJS

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Créer des institutions de formation professionnelle pour faciliter la réinsertion des jeunes vulnérables (déscolarisés, diplômés)	Nombre d'institution de formation créée	ND	2020-2024	15 au coût de 75 000 000	20 au coût de 100 000 000	25 au coût de 125 000 000	20 au coût de 100 000 000	30 au coût de 150 000 000	550 000 000	MTEFPLS MENETFP ONEF MJS
Elaborer et vulgariser une politique d'autonomisation des jeunes auprès des structures réservées aux jeunes	Nombre de structures réservées aux jeunes sensibilisés	0	2020-2024	4 au coût de 40 000 000	5 au coût de 50 000 000	5 au coût de 50 000 000	4 au coût de 40 000 000	4 au coût de 40 000 000	220 000 000	MJS MTEFPLS MPSPF
Créer les centres de formations professionnelles et doter des équipements	Nombre de centres de formations créés et équipés dans les régions	0	2020-2024	1 au coût de 23 913 043	1 au coût de 23 913 043	6 au coût de 143 478 261	8 au coût de 191 304 348	7 au coût de 167 391 304	550 000 000	MTEFPLS MJS METFP MAEP MPTDN (INTP)
Etablir des accords de partenariat entre les entreprises et les établissements de formation	Nombre d'accords de partenariat signés	0	2020-2024	1 au coût de 25 000 000	1 au coût de 25 000 000	2 au coût de 50 000 000	2 au coût de 50 000 000	—	150 000 000	MTEFPLS Centre de formation/ Groupements des employeurs FMFP
Orienter les jeunes vulnérables vers des spécialisations selon leurs compétences et leur situation	Proportion des jeunes vulnérables ayant monté et réalisé leurs projets	0%	2020-2024	10 % au coût de 48 000 000	20 % au coût de 96 000 000	25 % au coût de 120 000 000	20 % au coût de 96 000 000	25 % au coût de 120 000 000	480 000 000	MTEFPLS Ministères concernés
Adopter un nouveau plan de promotion de la formation professionnelle en adéquation avec les enjeux de l'émergence	Plan de formation adopté et validé	Non	2020-2024	—	1 au coût de 10 000 000	—	—	—	10 000 000	MTEFPLS METFP

Produit E3 : Augmentation les entreprises intégrant la RSE dans les régions

INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Nombre de grandes entreprises incitées à intégrer la RSE dans les régions	0	4	5	5	4	4

Action clé 21. Inciter les grandes entreprises à intégrer la Responsabilité Sociétales des Entreprises (RSE) sur l'emploi et l'Entrepreneuriat jeunesse

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Créer un mécanisme de reconnaissance des grandes entreprises intervenant en RSE au bénéfice des jeunes dans l'emploi et l'entrepreneuriat	Mécanisme de reconnaissance opérationnel	Non	–	–	1 au coût de 80 000 000	–	–	–	80 000 000	MTEFPLS Groupements des employeurs
Mettre en place un guide RSE pour les grandes entreprises à Madagascar	Guide RSE pour les grandes entreprises élaborées	Non	2020-2024	–	1 au coût de 100 000 000	–	–	–	100 000 000	Tous les ministères concernés Groupement des employeurs

Effet F : Réduction du taux de chômage

Produit F1 : Augmentation de la Proportion des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets

EFFET	INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE					
			Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	
Réduction du taux de chômage chez la population active	Taux de chômage	ND		Réduit de 1 point				Réduit de 1 point
	Proportion des jeunes ayant monté leurs projets	0 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	

Action clé 22. Instaurer un dispositif de promotion de l'entrepreneuriat jeunesse

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Mettre en place un mécanisme de soutien aux entreprises informelles des jeunes	Mécanisme d'appui des entreprises informelles mis en place	Non	2020-2024	–	1 au coût de 550 000 000	–	–	–	550 000 000	MTEFPLS MJS METFP MPPSPF
Mettre en place et opérationnaliser les centres d'appui à l'entrepreneuriat de la jeunesse	Nombre de centre d'appui mise en place et opérationnel au niveau régional I	0	2020-2024	3 au coût de 30 000 000	4 au coût de 40 000 000	5 au coût de 50 000 000	5 au coût de 50 000 000	5 au coût de 50 000 000	220 000 000	BIT OIF MICC MPTDN MESUPRES MTEFPLS
Effectuer un Lobbying en matière d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes (PPP, PTF)	Accords de partenariat en matière d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes conclus	Non	2020-2024	–	1 au coût de 1 980 000 000	–	–	–	1 980 000 000	BIT OIF MICC MPTDN MTEFPLS PRESIDENCE
Réaliser des formations sur la culture entrepreneuriale	Nombre de jeunes ayant reçu la formation	0	2020-2024	1000 au coût de 23 809 524	5000 au coût de 119 047 619	5000 au coût de 119 047 619	5000 au coût de 119 047 619	5000 au coût de 119 047 619	500 000 000	MTEFPLS/ MENETFP/ MJS

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Appuyer l'entrepreneuriat « jeunesse et femme » et en assurer une extension vers les jeunes ruraux afin de susciter la création d'entreprises innovantes	Nombre de jeunes appuyés en entrepreneuriat	0	2020-2024	1000 au coût de 20 465 116	2500 au coût de 51 162 791	4000 au coût de 81 860 465	6000 au coût de 112 790 698	8000 au coût de 163 720 930	440 000 000	MTEFPLS MICC MJS
Promouvoir l'entrepreneuriat quelle que soit la taille de l'activité et le milieu	Nombre de régions ayant reçu la campagne de promotion de l'entrepreneuriat	0	2020-2024	1 au coût de 28 695 652	6 au coût de 172 173 913	6 au coût de 172 173 913	6 au coût de 172 173 913	4 au coût de 114 782 609	660 000 000	MTEFPLS MICC

Produit F2 : Augmentation de la couverture en Internet

INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux de couverture des communes en Internet	2020-2024	–	Plus 2 points	Plus 2 points	Plus 2 points	Plus 2 points

Action clé 23. Créer un environnement propice à la création d'emploi dans les secteurs porteurs

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Réaliser des ateliers de vulgarisation des secteurs prioritaires : THA (Textile, Habillement et Accessoires), THR (Tourisme, Hôtellerie et Restauration), DR (Développement Rural), BTP/RS (Bâtiment et Travaux Publics / Ressources Stratégiques), TIC (Technologies de l'Information et de Communication) en vue de relance économique	Nombre d'ateliers de vulgarisation	0	2020-2024	1 au coût de 46 153 846	3 au coût de 138 461 538	5 au coût de 230 769 231	8 au coût de 369 230 769	9 au coût de 415 384 615	1 200 000 000	Tous les ministères de tutelle

Activités	Indicateurs	Baseline	Période	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Créer des entreprises dans les NTIC en milieu urbain et réduire la fracture numérique en facilitant l'accès aux technologies de l'information et de la communication en milieu rural dans le but d'étendre les opportunités d'emploi	Nombre de points d'accès aux TIC développés dans les régions	0	2020-2024	4 au coût de 1 176 470 588	9 au coût de 2 647 058 824	14 au coût de 4 117 647 059	18 au coût de 5 294 117 647	23 au coût de 6 764 705 882	20 000 000 000	MPTDN GOTICOM METFPLS MESRSI
Sensibiliser les acteurs économiques sur les opportunités d'emplois verts	Nombre des acteurs économiques engagés dans la promotion des emplois verts	ND	2020-2024	25 au coût de 1 375 000 000	35 au coût de 1 925 000 000	40 au coût de 2 200 000 000	50 au coût de 2 750 000 000	50 au coût de 2 750 000 000	11 000 000 000	MEDD MAE MTEFPLS
Réaliser des renforcements de capacités dans le secteur agricole	Nombre de formations réalisées dans le secteur agricole au niveau régional	ND	2020-2024	2 au coût de 5 000 000	4 au coût de 10 000 000	12 au coût de 30 000 000	19 au coût de 47 500 000	23 au coût de 57 500 000	150 000 000	MAEP MTEFPLS
Lancer le concept filière agricole/élevage : dispenser d'une formation technique et technologique, mettre en place des usines de transformation. A chaque région présentant un potentiel correspond une usine de proximité (IEM, Objectif stratégique 19, Action 220/224)	Nombre de formations réalisées dans les régions	ND	2020-2024	2 au coût de 40 000 000	4 au coût de 80 000 000	12 au coût de 240 000 000	19 au coût de 380 000 000	23 au coût de 460 000 000	1 200 000 000	MAE MICC MTEFPLS

Pilier GOUVERNANCE

Produit G1 : Augmentation de la satisfaction des usagers du service public (Indicateur : Taux de satisfaction des usagers du secteur public)

Action clé 24. Rendre effective l'autorité de l'Administration publique

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Mettre en place un standard de service, renforcer les capacités des personnels et motiver les personnels responsables (Doter des matériels adéquats)	Proportion de services publics appliquant les standards de service	TBD	–	50 % au coût de 59 230 769 231	55 % au coût de 5 923 076 923	60 % au coût de 5 923 076 923	65 % au coût de 5 923 076 923	77 000 000 000	Tous les Ministères CTD
Intégrer les droits humains dans le programme scolaire et mettre en place un pôle pour le civisme et la citoyenneté au niveau régional et communal.	Droits Humains intégrés dans le programme scolaire	Non	–	–	Oui 1 250 000 000	Oui 1 250 000 000	–	2 500 000 000	MENTP MJS MPPSPF MID

Produit G2 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption (Cible 2024 : 43/100)

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Faire adopter et vulgariser un décret portant mise en place des cellules et de programmes internes de prévention de la corruption et d'éducation contre la corruption dans l'administration publique.	Plus besoin d'un Décret d'application puisque la loi sur la corruption a été déjà adoptée et vulgarisée	Non	–	43 % au coût de 25 000 000	–	–	–	25 000 000	MINJUS MEF BIANCO CSI SAMIFIN
Répartir équitablement les ressources, pour un développement durable et équilibré, et établir des normes nationales en matière d'allocation des ressources par niveau (Central, Régional, périphérique) ; Renforcer les compétences des CTD sur la planification et programmation des activités, gestion programmatique et financière (transfert préalable de compétences)	Proportion des CTD formées en matière de la planification et programmation Normes nationales en matière d'allocation des ressources par niveau établis.	0 %	5 % au coût de 100 000 000	25 % au coût de 400 000 000	50 % au coût de 500 000 000	70 % au coût de 400 000 000	80 % au coût de 200 000 000	1 600 000 000	MEF

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Effectuer des plaidoyers pour l'augmentation du budget alloué aux domaines œuvrant dans la réalisation du processus du dividende démographique	Nombre plaidoyers, conférences et ateliers réalisés	0	1 au coût de 625 000	2 au coût de 1 250 000	2 au coût de 1 250 000	2 au coût de 1 250 000	1 au coût de 625 000	5 000 000	Tous les Ministères
Accélérer le traitement des dossiers dans l'administration publique	Durée moyenne de traitement de dossier	TBD	–	–	–	–	65 % au coût de 210 000 000	210 000 000	Tous les Ministères
Développer les politiques publiques orientées vers l'efficacité, l'efficience, l'équité en redynamisant la culture de l'excellence dans la gestion des affaires publiques, l'opérationnalisation de la décentralisation de compétence et la rationalisation de l'allocation des ressources.	Indice de gouvernance locale	2018 : 3,5 / 10	–	–	–	–	5,5 / 10 au coût de 230 000 000	230 000 000	Tous les Ministères
Faire un plaidoyer auprès des autorités nationales pour que Madagascar adhère au mécanisme volontaire d'examen par les pairs (APRM)	Nombre d'ateliers de plaidoyer réalisés	0	–	2 au coût de 2 500 000	–	2 au coût de 2 500 000	–	5 000 000	MEF MAE
Ratifier la charte Africaine de la Jeunesse et déposer l'instrument de ratification avec l'Union Africaine : Renforcement des plaidoyers/lobbyings auprès des parlementaires, mise en place d'un cadre législatif et réglementaire à travers l'élaboration des projets de lois, des décrets et arrêtés d'application des lois promulguées ainsi que leur diffusion sur tout le territoire national	Acte de ratification disponible	Non	–	–	1 au coût de 10 000 000	–	–	10 000 000	MJS MAE PARLEMENTS

Produit G3 : Réduction de la violence physique envers les femmes

INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Taux de violence physique perpétrée par le mari ou partenaire	32 %		30 %	28 %	26 %	25 %

Action clé 25. Respecter les droits fondamentaux dans tous les domaines tant publics que privés

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Promouvoir le rôle de la femme et de la condition féminine par l'adoption d'une loi en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre et les mariages d'enfants, élimination de la discrimination des femmes dans les milieux professionnels publics et privés	Textes juridiques élaborés	(Loi n°2019-008 du 13 janvier 2020 relative à la lutte contre les VBG déjà adoptée)	–	–	–	–	Texte élaboré	15 000 000	MPPSPF MINJUS
Moderniser le système d'enregistrement des faits d'état civil : informatiser les données sur l'Etat civil pour comptabilisation et identification rapide par sexe, âge, par localité sans risque d'erreurs de statut et du nombre de l'ensemble du nombre de la population nationale, et ce, par fokontany, par commune, par district, par région (idem CIN de chaque individu) d'où moindre dépenses et gains de temps considérable dans le recensement général de la population et l'établissement de la liste électorale	Pourcentage des communes utilisant un système informatisé de données d'Etat civil (banque de données et mise en réseau) se référer au PRODIJI (proposition) 5 % de la population en 2022 intégrée dans l'état civil	TBD	10 % au coût de 5 875 000 000	20 % au coût de 5 875 000 000	40 % au coût de 11 750 000 000	60 % au coût de 11 750 000 000	80 % au coût de 11 750 000 000	47 000 000 000	MSANP MID/ MINJUS INSTAT
Traduire en malagasy le code pénal et vulgariser les textes auprès des kiosques juridiques Elaborer le projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement des cliniques juridiques Procéder à la refonte du décret sur la Commission de Réforme du Droit des Affaires Continuer les activités de la CRDA	Code pénal en version (en 2022) malagasy vulgarisé	Non	–	Non	Oui 630 000 000	Oui 630 000 000	–	1 260 000 000	MINJUS BIANCO CSI SAMIFIN

Produit G4 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption (Indicateur : Indice de perception de la Corruption ; Score 2018 : 25 / 100 => Rang : 152^e / 180 pays ; Cible 2024 : 43 / 100)

Action clé 26. Renforcer la transparence dans la gestion et utilisation des deniers et marché publics en vue de restaurer le climat de confiance envers l'administration publique

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Opérationnaliser et renforcer les dispositifs de contrôle, du suivi, de l'audit, de l'information et de la rétro information : Mettre en place un cadre de suivi Pluriannuel FR/DD	Nombre de service d'audit effectif	0	1 au coût de 50 000 000	1 au coût de 50 000 000	1 au coût de 50 000 000	1 au coût de 50 000 000	1 au coût de 50 000 000	250 000 000	Cour des comptes MEF MINJUS OSC Présidence
Renforcer la transparence budgétaire et de la redevabilité en diffusant largement la clé de répartition du budget alloué à tous les niveaux et la Loi des Finances Initiale (LFI) ou Loides Finances Rectificative (LFR), et renforcer la politique de communication, de contrôle et de suivi relative à la gestion des finances publiques à travers l'implication des citoyens contribuables	Nombre de séances de diffusion réalisées	0	2 au coût de 16 666 667	10 au coût de 83 333 333	10 au coût de 83 333 333	10 au coût de 83 333 333	10 au coût de 83 333 333	350 000 000	MEF MINJUS
Redynamiser la culture de redevabilité, d'équité et de compte-rendu aux citoyens contribuables en produisant trimestriellement des bulletins d'informations sur les réalisations physiques et financières enregistrées par secteur à tous les niveaux	Nombre de publications sur les réalisations physiques et financières	0	1 au coût de 11 764 706	4 au coût de 47 058 824	4 au coût de 47 058 824	4 au coût de 47 058 824	4 au coût de 47 058 824	200 000 000	Tous les Ministères
Rétablir les droits à l'information sans censure démesurée pour les médias publics et privés	Indice de liberté de presse	2017 : 26,71 / 100 (0 = liberté ; 100 = répression totale)	—	—	—	—	15 / 100 au coût de 90 000 000	90 000 000	MCC
Mener des revues périodiques trimestrielles (contrôle, suivi, évaluation à mi-parcours, réajustements...)	Nombre de revues menées	0	1 au coût de 20 588 235	4 au coût de 82 352 941	4 au coût de 82 352 941	4 au coût de 82 352 941	4 au coût de 82 352 941	350 000 000	MEF MINJUS PRESIDENCE

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Elaborer un rapport annuel sur la situation de la jeunesse	Rapport élaboré et communiqué chaque année	Non	–	Oui 62 500 000	Oui 62 500 000	Oui 62 500 000	Oui 62 500 000	250 000 000	MEF MJS

Produit G5 : Améliorer la gouvernance locale (Indice de gouvernance locale)

INDICATEUR	2018	2024
Ratio force de l'ordre / population	3,5 / 10	6,5 / 10

Action clé 27. Promouvoir la participation citoyenne dans le processus de développement social et économique

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Coût total par activité (MGA)	Entités responsables
Tenir des réunions d'imprégnations et de clarification sur les tenants et aboutissants des cadres de référence politique et stratégique sectoriels à tous les niveaux pour la vulgarisation des cadres de développement sectoriels (santé, jeune, emploi, population, éducation) en vue de l'appropriation par tous les acteurs	Nombre de réunion de vulgarisation tenue	0	–	–	–	–	Cible : 80% (Régionaux) au coût de 1 500 000 000	1 500 000 000	MSANP MJS MPPSPF MENTP METPLS MINJUS
Effectuer des ateliers pour intégrer les jeunes au processus de décision les concernant	Nombre d'ateliers d'intégration effectués	0	4 au coût de 84 000 000	5 au coût de 105 000 000	5 au coût de 105 000 000	6 au coût de 126 000 000	Cible : 100 %	420 000 000	MJS
Instaurer un dialogue social à travers l'audience publique pour une restauration d'un climat de confiance mutuelle entre gouvernants et gouvernés à travers l'E-gouvernance et une amélioration de la culture de dialogue entre les dirigeants locaux et leurs populations	Nombre de sensibilisation et de vulgarisation réalisée	0	–	–	–	–	6.5 / 10 au coût de 300 000 000	300 000 000	MPPSPF MINJUS MCC MEF MID
Réaliser des éducations parentales, civiques et citoyennes, et en Droits humains pour un changement de comportement (Conscientisation de masse sur le droit des enfants à être traités sur un même pied d'égalité sans discrimination de sexe ou de genre)	Nombre d'éducation réalisée	0	–	–	–	–	Cible : 80 % (Régionaux) au coût de 27 000 000 000	27 000 000 000	MEN MPPSPF MINJUS MSP MJS

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Renforcer les capacités des ministères et des STD en matière de citoyenneté qui sont les principaux responsables de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse	Nombre de séance de renforcement des capacités réalisée	0	25 au coût de 148 000 000	50 au coût de 148 000 000	75 au coût de 148 000 000	100 au coût de 148 000 000	125 au coût de 148 000 000	740 000 000	MJS
Etablir des partenariats public-privé afin d'alléger les procédures de collaboration entre les secteurs public et privé	Nombre de partenariats (conventions bilatérales et multilatérales) conclus entre secteur public et privé	0	–	–	–	–	–	200 000 000	MEF MICC MAE OSC
Accompagner les OSC, ONG, et Média pour une communication publique pour un développement socio-économique en rapport avec le Dividende Démographique	Nombre de communication publique relative à tout aspect de développement socio-économique effectuée par les OSC, ONG, médias	0	–	–	–	–	–	500 000 000	MCC MEF OSC

Produit G6 : Augmentation du nombre des policiers, gendarmes chargés de la protection des personnes et de leurs biens

INDICATEUR	BASELINE	VALEUR CIBLE				
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Ratio force de l'ordre / population	1 / 1498	–	1 / 1450	1 / 1400	1 / 1350	1 / 1300

Action clé 28. Renforcer la lutte contre l'insécurité

Activités	Indicateurs	Baseline	Année 1 valeur cible	Année 2 valeur cible	Année 3 valeur cible	Année 4 valeur cible	Année 5 valeur cible	Cout total par activité (MGA)	Entités responsables
Tenir des ateliers en vue de renforcer les rôles des Conseils de jeunesse communale, régionale et nationale au niveau du MJS par des formations adéquates	Nombre de membres des conseils de jeunesse communale, régionale, nationale bénéficiant de renforcement de capacité	ND	10 au coût de 98 039 216	20 au coût de 98 039 216	31 au coût de 107 843 137	41 au coût de 98 039 216	51 au coût de 98 039 216	500 000 000	MJS
Renforcer la capacité technique du Comité interministériel pour la jeunesse (CIMJ) dans l'accompagnement de la mise en œuvre des Politiques visant l'autonomisation des jeunes	Nombre de membres du CIMJ bénéficiant de renforcement de capacité	ND	50 au coût de 100 000 000	100 au coût de 100 000 000	150 au coût de 100 000 000	200 au coût de 100 000 000	250 au coût de 100 000 000	500 000 000	MJS
Mettre en place des détachements ou dispositifs de sécurité jusqu'au niveau de chaque commune voire du Fokontany	Nombre de nouveaux dispositifs de sécurité mis en place	0	–	5 au coût de 29 500 000	5 au coût de 29 500 000	5 au coût de 29 500 000	5 au coût de 29 500 000	118 000 000	MDN MSP SEG MINJUS

Les activités de suivi et évaluation

Les activités de suivi et évaluation relatives à la feuille de route sont divisées en deux parties : la partie suivie et la partie évaluation.

Le suivi

L'équipe en charge de l'élaboration de la feuille de route et de son plan de suivi s'est inspirée de la feuille de route de l'Union africaine en complémentarité avec la politique générale de l'Etat. Cette équipe est multisectorielle et composée essentiellement des sept ministères clés en charge de la mise en œuvre directe des 28 actions clés de la feuille de route. Il s'agit du ministère en charge de l'Économie et des Finances qui dirige le processus, la santé, l'éducation, l'emploi, la justice, la population et la jeunesse et sport. A ces sept ministères s'ajoute le ministère en charge de la sécurité publique qui joue également un rôle important dans le pilier gouvernance. Ces acteurs sont renforcés par les représentants de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

Le suivi de cette feuille de route se fait à partir des indicateurs du cadre de résultat.

Les sources des données et informations : elles sont multiples. En effet, la plupart des données des quatre piliers viennent des outils déjà utilisés par chaque ministère comme les données de routine des ministères. Certains proviennent aussi des données d'enquête comme le MICS, EDS, EPM, ... au niveau national. D'autres données peuvent également provenir des documents stratégiques et de suivi-évaluation des programmes.

La collecte des données : Le Ministère de l'Economie et des Finances partagera semestriellement les canevas de collecte des données aux points focaux des ministères qui rempliront les données avec l'appui des autres acteurs dont la société civile et les partenaires techniques et financiers. Les points focaux des ministères envoient les données au niveau du point focal du Ministère de l'Economie et des Finances.

La compilation des données : Le point focal du Ministère de l'Economie et des Finances effectue la compilation des données. Ce plan de suivi est conçu de façon à ce que le cadre de résultats tienne compte des indicateurs existants, collectés et déjà utilisés dans les secteurs concernés. Les résultats sont composés des données à la fois des réalisations physiques et des réalisations financières de chaque ministère.

Le contrôle de la qualité des données est sous la responsabilité des points focaux des ministères qui remplissent les canevas. Ils assurent le bon remplissage à temps des canevas de suivi en respectant la complétude, la promptitude et l'intégrité des données à leur niveau. En cas de remplacement de point focal, les entités responsables devraient assurer le suivi des activités. A cela s'ajoute également la vérification au sein du Ministère de l'Economie et des Finances des cohérences des données, l'intégration et la complémentarité des informations.

L'analyse des données et la diffusion des informations se font lors des **revues conjointes** préparées par le comité DEMDIV. La revue conjointe servira de plateforme de suivi qui se tiendra tous les six mois. Lors de cette revue, où participeront des décideurs, seront analysées les informations compilées. Les participants feront également le suivi des recommandations de la dernière revue, les supervisions ou les visites, les renforcements de capacités, ou les recommandations issues des hauts dirigeants. La revue intéresse aussi bien les résultats des indicateurs de processus que des indicateurs de performance. Elle pourra aussi proposer dans ses recommandations des réformes pour accélérer l'atteinte des résultats. Les contraintes et les problématiques pourront être discutées lors de ces revues

afin de pouvoir trouver les mesures sur la mitigation ou résolution nécessaire. La revue servira aussi pour la coordination des interventions, le partage d'information sur les interventions des parties prenantes à différents niveaux. Les recommandations nécessitant des engagements des parties prenantes pourront également faire partie des ordres du jour de la revue. Chaque revue devrait aboutir à l'identification des actions concrètes pour le prochain semestre et des recommandations pour tous les acteurs, le Ministère de l'Économie et des Finances dirige la revue.

L'évaluation

Pour cette première partie de la mise en œuvre, l'évaluation à mi-parcours de la Feuille de Route se fera en 2023 et l'évaluation finale se fera en 2025. Après 2025, d'autres jalons seront définis pour les résultats jusqu'en 2030. Les effets et impacts pourront être ajustés selon l'atteinte des résultats. Il est suggéré que l'évaluation jusqu'en 2063 se fera tous les deux ans et demi afin de permettre des réorientations à temps.

Les indicateurs de performance des résultats (produits, effets et impacts) feront l'objet de l'évaluation. Les responsables renseigneront sur l'évolution des impacts qui ne seront disponibles que dans les résultats des enquêtes nationales.

La présentation de ces informations se fera lors de réunions multisectorielles organisées par l'équipe DEMDIV sous le leadership du ministère de l'Économie et des Finances. Ces évaluations pourraient être précédées de descente conjointe sur terrain pour une constatation *in visu* de la situation.

Contrairement aux actions de suivi, les actions d'évaluation du dividende démographique ne reposent pas uniquement sur les points focaux, mais entièrement sur les ministères responsables des actions-clés et son secteur. Ainsi, sa réalisation appelle à une organisation conjointe et coordonnée. Des réunions de préparations au préalable sont nécessaires pour analyser et synthétiser les informations. Le comité doit élaborer le protocole d'évaluation comprenant les objectifs, méthodes utilisées, mode de collecte des données, partage des résultats. Le protocole d'évaluation doit être validé par le comité.

Les échanges durant les réunions/ateliers d'évaluation aboutiront également aux recommandations sur l'ajustement des stratégies, priorisation des interventions, plaidoyers ou demande d'engagement. L'atteinte du dividende démographique nécessite des actions multisectorielles à long terme et continue, et exige une vision commune du pays qui doit aller au-delà des changements politiques lors des successions de hauts responsables, décideurs élus ou nommés.

Le rapport d'évaluation devrait être largement diffusé pour permettre une prise de décision à tous les niveaux et la mise en œuvre des actions de recommandations. Les rapports d'évaluation permettront également de garnir les rapports régionaux ou mondiaux exigés par certaines instances ou entités internationales.

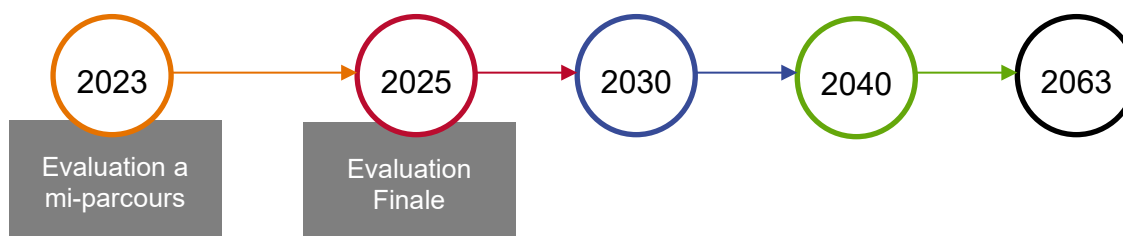


Figure 2 : Les périodes d'évaluation de la feuille de route

Les ressources nécessaires

Le présent document ne prend en compte que les ressources nécessaires pour cinq années de mise en œuvre. En effet, il est compliqué de faire une projection des ressources au-delà des cinq années. Il est à noter que les ressources déterminées par ce plan concernent la réalisation des activités du plan et non l'ensemble des programmes des sept ministères. Les autres coûts relatifs à la mise en œuvre des programmes spécifiques des sept ministères énumérés ici ne sont pas pris en compte dans ce document.

La réalisation de l'estimation des coûts des interventions a été un exercice participatif impliquant fortement les acteurs concernés.

Le coût total de la mise en œuvre de ce plan pour cinq années est résumé dans les tableaux suivants selon les quatre piliers.

Tableaux du Plan de suivi des ressources

Pilier SANTE ET PLANIFICATION FAMILIALE

Effet H : Augmentation du taux de prévalence contraceptive à 60 %

EFFET	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION
Augmentation du taux de prévalence contraceptive à 60 %	Taux de prévalence contraceptive	Enquête annuelle (MINSANP)
	Taux de fécondité des adolescentes 15-19 ans	Enquête annuelle (MINSANP)

Produit H1 : Augmentation de la part du budget de l'Etat alloué au programme PF et aux produits contraceptifs

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Engager les hauts dirigeants de l'Etat à prioriser la santé de la reproduction et la planification familiale afin de permettre l'autonomisation et le développement économique de la famille et du pays	Effectuer un Plaidoyer auprès des décideurs pour le financement du programme PF y compris l'approvisionnement en produits contraceptifs	Nombre de plaidoyer sur le financement du programme PF y compris l'approvisionnement en produits contraceptifs auprès des décideurs effectué	Rapports trimestriels/ annuels (MINSANP)	200 000 000
	Appuyer les hauts dirigeants et les personnes influentes dans la communication sur la planification familiale au niveau des hommes, des femmes, des jeunes et des adolescents	Nombre des hauts dirigeants et des personnes influentes ayant effectué des activités de communications	Communication au niveau du site de la Présidence Rapport au niveau du District/ Commune	50 000 000
	Effectuer le suivi et évaluation du PANB sur la Planification Familiale	Rapport d'évaluation disponible	Rapport d'évaluation du PANB	71 250 000 000
Renforcer le système de partenariat entre structures concernés pour la prévention/protection sur différents fléaux socio-sanitaires des jeunes	Etablir une convention de partenariat entre les parties prenantes	Nombre de conventions de partenariats établis	Rapport de partenariats établis par les structures concernées	5 000 000
	Opérationnaliser des centres de jeunes selon le Décret portant promotion et organisation, renforcement des capacités et coordination des Centres de Jeunes à Madagascar (MJS)	Nombre de Centres de Jeunes à Madagascar appliquant les différentes modalités d'application du décret	Rapports trimestriels/ annuels (MJS)	660 000 000
Promouvoir un investissement durable accessible pour tous dans le système de santé	Recruter des ressources humaines en santé pour rendre effective l'offre de services intégrés au niveau des Formations Sanitaires	Nombre de ressources humaines recrutés	Base de données RH (MINSANP)	3 236 579 392
	Réhabiliter et mettre aux normes les hôpitaux existants	Nombre d'hôpitaux réhabilités et mis aux normes (CHD, CHRR, CHU)	Rapports trimestriels/ annuels (MINSANP)	39 690 000 000
Eliminer la transmission mère-enfant du VIH/SIDA	Effectuer le dépistage VIH et traitement des adolescents et des jeunes	Nombre d'adolescents et jeunes dépistés dans les centres des jeunes et lors des événements liés à la jeunesse	Rapports trimestriels/ annuels (MJS)	3 500 000

Effet	Indicateurs	Sources de vérification
Réduction de la mortalité maternelle et infantile	Ratio de mortalité maternelle	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)
	Taux de mortalité infantile	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)

Produit H2 : Intensification des programmes visant à améliorer la survie de la mère et infantile

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Renforcer les interventions en santé maternelle et néonatale	Réaliser les activités de CPN	Pourcentage des femmes enceintes qui ont bénéficié d'au moins 4 consultations prénatales pendant leur grossesse	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	8 249 486 000
	Réaliser les accouchements dans les centres de santé	Taux d'accouchement dans les formations sanitaires	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	23 763 215 000
	Réaliser les activités de PF	Nombre d'utilisatrice régulière de contraception	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	170 500 000 000
	Réaliser le dépistage et prise en charge des PVVIH	Proportion de PVVIH sous ARV suivies DLMT	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	44 176 000 000
Renforcer les interventions pour la santé infantile	Effectuer la vaccination des enfants pour assurer leur survie	Nombre des formations sanitaires sans rupture de stock en vaccins	Rapports trimestriels/ annuels (MINSANP)	240 226 921 715
	Réaliser les activités de PCIME, PCIMEc	Pourcentage des formations sanitaires offrant les activités PCIME, PCIMEc	Rapports trimestriels/ annuels (MINSANP)	28 622 000 000
Renforcer les interventions nutritionnelles basées sur des preuves scientifiques pour la réduction de la malnutrition en considérant le Port folio Essentiel en Nutrition avec un accent sur la période des 1 000 jours (du début de la grossesse jusqu'à 2 ans)	Approvisionner les formations sanitaires en Fer et acide folique	Pourcentage des femmes enceintes déparasitées- Pourcentage des femmes enceintes supplées en FAF	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	51 177 000 000
	Supplémenter les enfants de 6 à 59 mois en vitamine A et dotation en albendazole	Pourcentage d'enfants de moins de 5ans ayant été supplémentés en vit A	INSTAT Enquête annuelle (MINSANP)	6 700 000 000

Produit H3 : Intensification des programmes visant à améliorer la santé des adolescents

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Offrir les services essentiels en santé des adolescents	Opérationnaliser les centres de santé amis des jeunes offrant les services intégrés en santé des jeunes	Pourcentage des centres de santé labélisés, centres de santé amis des jeunes	Rapports trimestriels/ annuels (MINSANP)	8 775 000 000

Pilier EDUCATION

Effet I : Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège

EFFET	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION
Augmentation de la proportion des enfants scolarisés au niveau Collège	Taux brut de scolarisation	MEN

Produit I1 : Mise à disposition de cadre juridique de l'Education Nationale en conformité aux exigences nationales et internationales

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mettre en conformité le cadre juridique de l'Education Nationale aux exigences nationales et internationales.	Elaborer et adopter une politique nationale de l'Education PNE à Madagascar	Existence de politique nationale de l'éducation opérationnelle	MEN	81 000 000

Produit I2 : Amélioration de la qualité de l'enseignement (Ratio Elève/Salle)

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Dotation du système éducatif en infrastructures répondant aux normes de qualité / mettre en place un système éducatif répondant aux normes de qualité	Construire des infrastructures adaptées à la situation géographique et climatique du pays (EPP, CEG et Lycée)	Nombre des infrastructures construites (EPP, CEG et Lycée)	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	23 950 000 000
	Adapter les infrastructures scolaires pour faciliter la mobilité des enfants en situation de handicap (ESH)	Nombre d'établissements construits répondant aux normes aux normes exigées par le PNIH	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	300 000 000
Rationaliser le recrutement et de l'affectation	Etablir des partenariats avec l'enseignement privé, les ONG, les OSC...	Convention de partenariat public et privé signée	Rapport de partenariats établis par les structures concernées	40 000 000
	Former des enseignants dans des structures de Formation de formateurs	Nombre d'enseignants formés	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	2 616 544 000
	Doter des écoles en subvention aux caisses d'écoles (EPP, CEG et Lycée) dans 160 150 établissements	Nombre d'écoles bénéficiaires de caisse école (EPP, CEG et Lycée) dans 160 150 établissements (46 232 738 élèves d'ici cinq ans)	MEN	92 465 476 000 000
	Doter des kits scolaires aux élèves du primaire, secondaire	Nombre des kits scolaires distribués par an aux élèves du primaire, secondaire	MEN	651 327 810 000
	Mettre en place des cantines scolaire dans les établissements scolaires des zones vulnérables (20 468 002 élèves pendant 5 ans)	Nombre d'enfants/élèves bénéficiaires (20 468 002 pendant 5 ans)	MEN	20 468 002 000

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Rationaliser le recrutement et de l'affectation A continué	Former des personnels en vue de l'opérationnalisation de la formation à distance - numérique éducatif pour le personnel enseignant (230 410 enseignants)	Nombre de formations (230 140 Enseignants pour 7 671 formations)	MEN	58 302 133 000
	Octroyer des bourses d'excellence pour les lauréats des examens officiels	Nombre des élèves bénéficiant de bourses d'excellence dans 23 régions (1CEPE ; 1BEPC ; 1BACC) 69 élèves par ans	MEN	138 000 000
	Développer les structures de Formation de formateurs	Nombre de structures de formation des formateurs opérationnelles (22 CRINFP + 4 ENS + 1 IMATEP)	MEN	13 500 000 000
	Mettre en place un espace numérique et intégrer les TIC dans l'enseignement, suivi et encadrement pédagogique ;	Nombre d'établissements dotés de médiathèque Nombre d'établissements scolaires et de formations dotés d'espace numériques	MEN	11 400 000 000
	Mettre en place les Tableaux Numériques Interactifs	Nature et nombre d'appareils distribués aux écoles et centres de formation	MEN	6 840 000 000
Améliorer l'employabilité des formés et des diplômés de l'enseignement supérieur	Développer le référentiel et le basculement vers l'APC	Basculement vers APC effectif	Rapport de basculement établis par les structures concernées	263 529 000
	Recruter des enseignants chercheurs Mettre en place un dispositif de suivi post formation Renforcer les capacités des centres d'orientation et d'encadrement	Nombre d'enseignants chercheurs recrutés Dispositif de suivi post-formation mis en place Nombre de centre d'orientation et d'encadrement ayant bénéficié de renforcement de capacité	MEN	633 333 000
Développer une gestion partenariale multisectorielle de l'éducation et de la formation	Etablir des partenariats avec les entreprises pour supporter la révision des curriculums de formation : formation dans les secteurs représentant les plus grands bassins d'emplois, intégration des milieux professionnels dans la formation, promotion de la formation tout au long de la vie, développement de compétences entrepreneuriales, système de jumelage	Nombre d'accords de jumelage signés par les universités partenaires	Rapport d'accords de jumelage signés par les structures concernées	420 000 000
	Etablir des partenariats avec le secteur privé et les partenariats bilatéraux pour faciliter la transférabilité des compétences	Nombre d'accords de partenariats conclus entre le secteur privé et instituts de recherche	Rapport d'accords de partenariats conclus entre le secteur privé et instituts de recherche	420 000 000

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Insuffler l'esprit de recherche et d'innovation à tous les niveaux	Publier des recherches scientifiques	Nombre de recherches scientifiques publiées	Rapports de recherches scientifiques publiées par les structures concernées	400 000 000
	Intégrer les compétences d'innovation des étudiants	Nombre de compétences d'innovation des étudiants intégrées	MEN	380 000 000
	Mettre en place des dispositifs d'incubation des projets inter-entrepreneuriacs	Nombre de dispositif d'incubation mis en place	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	440 000 000
Valoriser l'éducation non formelle et l'éducation informelle ainsi que la formation professionnelle destinée aux analphabètes et aux enfants/jeunes déscolarisés	Elaborer des programmes flexibles et innovateurs de maintien, de retour et de réinsertion scolaire/éducative adaptée et spécialisée avec des outils de suivi pour les adolescents, adolescentes et jeunes vulnérables et non-scolarisés, notamment pour les jeunes filles	Nombre de jeunes 14-30 ans réinsérés en milieu scolaire	INSTAT Enquête annuelle (MEN)	228 536 000
	Elaborer des référentiels de formations pour renforcer l'alphabétisation aux normes du MEN comme l'Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement (AFI-D)	Référentiels de formation élaborés	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	3 920 400
	Mettre en place des Réseaux communautaires et d'écoles inclusives sur le terrain à travers la réalisation des cours d'alphabétisation, et la diversification de l'offre d'apprentissage destinée aux analphabètes et aux déscolarisés	Nombre de jeunes formés	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	11 880 000
Adapter les programmes éducatifs au contexte national qu'international	Effectuer la formation sur les techniques de communication efficace avec les jeunes avec l'approche « life skills » pour faciliter « l'approche adolescents et jeunes » pour tous les intervenants en matière de Jeunesse (multisectorielle)	Nombre d'intervenants formés	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	508 000 000
		Plan de communication disponible	MEN	14 000 000
	Renforcer la capacité des enseignants sur CCCS (éducation fondamentale, éducation secondaire générale et les lycées techniques et professionnels)	Nombre de formations (230 140 Enseignants pour 7 671 formations)	MEN	58 302 133 000
	Intégrer le civisme, la citoyenneté, la paix, le changement climatique et le développement durable en matière à part entière dans les établissements scolaires (éducation fondamentale, éducation secondaire générale et les lycées techniques et professionnels)	Nombre d'établissements ayant l'ECC, la paix, le changement climatique et le développement durable comme matière à part entière	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	638 000 000

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Améliorer le système éducatif à travers des programmes adaptés et inclusifs, pour une éducation de qualité pour tous	Mettre à l'échelle l'éducation sexuelle complète afin de contribuer à prévenir aux grossesses précoces et/ou non désirées et pour une meilleure réussite scolaire	Nombre d'établissement scolaire intégrant le programme sur l'éducation sexuelle complète	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	2 112 000 000
	Poursuivre le dispositif CRAN (Cours de Remise à Niveau)	Nombre d'établissement poursuivant le dispositif CRAN	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	4 352 000 000
	Mettre en place des écoles de parents au niveau des établissements scolaires publics du cycle fondamental afin de promouvoir la responsabilité des parents	Nombre d'écoles des parents créées et opérationnelles au niveau des établissements scolaires publics du cycle fondamental	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	6 817 173 000
	Adopter une politique d'intégration scolaire des jeunes filles après avoir donné naissance	Politique adoptée	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	79 000 000
	Réaliser les actions entrant dans le Cadre de l'Orientation et de l'Organisation du Curriculum Malagasy (COOCM) et de la réforme de l'éducation	Programme scolaire ré-orienté et ré-organisé	MEN	11 755 933 000
	Elaborer le système éducatif pour ESH1 (enfants présentant des déficiences légères ou moyennes) dans le système formel et les ESH2 (enfants présentant des déficiences lourdes ou profondes)	Appliquer le système LMD : mise en place d'un environnement et de ressources favorables pour les étudiants face au nouveau système LMD et articulation entre le système infra-bac et post-bac	MEN	69 000 000
	Former les enseignants pour bien accueillir les ESH1 dans le système formel et les ESH2	Nombre des formations des 481614 (dans les 23 DREN)	MEN	122 008 880 000
	Appliquer le système LMD : mise en place d'un environnement et de ressources favorables pour les étudiants face au nouveau système LMD et articulation entre le système infra-bac et post-bac	Nombre de conventions fondées sur le LMD	MEN	7 600 000
Valoriser le sport, la culture, les loisirs comme étant des moyens d'éducation pour le développement	Elaborer des plans de développement du sport scolaire et universitaire ainsi que les écoles de sport dans le cadre de la préparation de la relève sportive	Nombre de plans de développement élaborés	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	101 000 000
	Elaborer des stratégies à la promotion des loisirs éducatifs	Stratégies élaborées	Rapports trimestriels/ annuels (MEN)	99 000 000

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Valoriser le sport, la culture, les loisirs comme étant des moyens d'éducation pour le développement A continué	Etablir de partenariat entre les MJS et autres Ministères concernées pour le Développement de la culture numérique en favorisant un programme pour la protection des jeunes contre les abus sur les réseaux sociaux et la Promotion de l'usage à bon escient de l'internet dans toutes les régions	Nombre de partenariats élaborés	Rapport de partenariats conclus entre les secteurs concernés	442 000 000
		Nombre de personnes sensibilisées sur les bienfaits de la pratique du "sport santé"	MEN	150 000 000
		Nombre de jeunes sportifs talentueux par an à l'échelon communal, Régional, national	MEN	23 000 000

Pilier EMPLOI

Effet J : Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi

EFFET	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION
Augmentation de la proportion des jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi	Proportion des Jeunes compétitifs correspondant à l'offre et à la demande de l'emploi	Enquête annuelle (MTEFPLS)

Produit J1 : Augmentation de la proportion d'emplois des jeunes productifs et pérennes au niveau des régions (Indicateur : Proportion d'emploi des jeunes productif)

Action clés	Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mettre en œuvre les politiques et les stratégies pour la réduction du chômage des jeune	Mettre en place des dispositifs d'intermédiation professionnelle facilitant l'accès à l'emploi décent	Nombre de dispositifs d'intermédiation mis en place	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	170 000 000
	Mettre en place au niveau des régions une politique de création d'emplois axée sur les potentiels locaux	Nombre de région mettant en œuvre une politique de création d'emplois	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	70 000 000
	Etablir un partenariat pour renforcer les collaborations économiques avec la diaspora afin de promouvoir les investissements et de mettre au point des relations économiques et commerciales	Accord de partenariat signé	Rapport de partenariats conclus entre les secteurs concernés	60 000 000
	Sensibiliser les parties prenantes sur l'investissement favorisant la création d'emplois	Nombre d'atelier et sensibilisation réalisé	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	604,800 000
	Créer une Base de données sur l'emploi	Bases de données sur l'emploi créées et mises en place	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	13 500 000 000
	Effectuer des approches HIMO structurées dans les Travaux Publics	Nombre de régions utilisant l'approche HIMO	INSTAT Enquête annuelle (MTEFPLS)	550 000 000
Instaurer un environnement favorable à l'accès aux crédits pour les jeunes	Accorder des financements en création et en développement d'entreprise pour les jeunes entrepreneurs	Part des jeunes et les plus vulnérables ayant monté et réalisé leurs projets d'auto-emploi	Enquête annuelle (MTEFPLS)	40 000 000

Produit J2 : Augmentation des parts jeunes sans-emplois insérés en alternance, apprentissage et stage

Action clé. Instituer un mécanisme d'insertion professionnelle des jeunes et des femmes par le biais des stages, d'apprentissage ainsi que des formations en cours d'emploi

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mettre en place et opérationnaliser les programmes nationaux relatifs à l'emploi	Nombre de région bénéficiaire de programme relatif à l'emploi	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	350 000 000
Créer des centres de formation des arts et métiers selon les besoins des filières économiques de chaque District	Nombre de centre formation crée	Rapport au niveau des Districts Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	1,050,868,200
Créer des institutions de formation professionnelle pour faciliter la réinsertion des jeunes vulnérables (déscolarisés, diplômés)	Nombre d'institution de formation créée	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	550 000 000
Elaborer et vulgariser une politique d'autonomisation des jeunes auprès des structures réservées aux jeunes	Nombre de structures réservés aux jeunes sensibilisés	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	220 000 000
Créer les centres de formations professionnelles et doter des équipements	Nombre de centres de formations créés et équipés dans les régions	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	550 000 000
Etablir des accords de partenariat entre les entreprises et les établissements de formation	Nombre d'accord de partenariat signé	Rapport de partenariats conclus entre les entreprises et les établissements de formation	150 000 000
Orienter les jeunes vulnérables vers des spécialisations selon leurs compétences et leur situation	Proportion des jeunes vulnérables ayant monté et réalisé leurs projets	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	480 000 000
Adopter un nouveau plan de promotion de la formation professionnelle en adéquation avec les enjeux de l'émergence	Plan de formation adopté et validé	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	10 000 000

Produit J3 : Augmentation les entreprises intégrant la RSE dans les régions (Indicateur : Nombre de grandes entreprises incitées à intégrer la RSE dans les régions)

Action clé. Inciter les grandes entreprises à intégrer la Responsabilité Sociétales des Entreprises sur l'emploi et l'Entrepreneuriat jeunesse

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Créer un mécanisme de reconnaissance des grandes entreprises intervenant en RSE au bénéfice des jeunes dans l'emploi et l'entrepreneuriat	Mécanisme de reconnaissance opérationnel	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	80 000 000
Mettre en place d'un guide RSE pour les grandes entreprises à Madagascar	Guide RSE pour les grandes entreprises élaborées	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	100 000 000

EFFET	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION
Réduction du taux de chômage chez la population active	Taux de chômage	INSTAT Enquête annuelle (MTEFPLS)

Produit J4 : Augmentation de la Proportion des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets (Proportion des jeunes ayant monté et réalisé leurs projets)

Action clé. Instaurer un dispositif de promotion de l'entrepreneuriat jeunesse

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mettre en place un mécanisme de soutien aux entreprises informelles des jeunes	Mécanisme d'appui des entreprises informelles mis en place	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	550 000 000
Mettre en place et opérationnaliser les centres d'appui à l'entrepreneuriat de la jeunesse	Nombre de centre d'appui mise en place et opérationnel au niveau régional	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	220 000 000
Effectuer un Lobbying en matière d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes (PPP, PTF)	Accords de partenariat en matière d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes conclus	Rapport de partenariats conclus en matière d'emploi et d'entrepreneuriat des jeunes	1 980 000 000
Réaliser des formations sur la culture entrepreneuriale	Nombre de jeunes ayant reçu la formation	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	500 000 000
Appuyer l'entrepreneuriat « jeunesse et femme » et en assurer une extension vers les jeunes ruraux afin de susciter la création d'entreprises innovantes	Nombre de jeune appuyé en entrepreneuriat	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	440 000 000
Promouvoir l'entrepreneuriat quelle que soit la taille de l'activité et le milieu	Nombre de région ayant reçu la campagne de promotion de l'entrepreneuriat	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	660 000 000

Produit J5 : Augmentation de la couverture en Internet (Indicateur : Taux de couverture des communes en Internet)

Action clé. Créer un environnement propice à la création d'emploi dans les secteurs porteurs

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Réaliser des ateliers de vulgarisation des secteurs prioritaires : THA (Textile, Habillement et Accessoires), THR (Tourisme, Hôtellerie et Restauration), DR (Développement Rural), BTP/RS (Bâtiment et Travaux Publics / Ressources Stratégiques), TIC (Technologies de l'Information et de Communication) en vue de relance économique	Nombre d'ateliers de vulgarisation	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	1 200 000 000
Créer des entreprises dans les NTIC en milieu urbain et réduire la fracture numérique en facilitant l'accès aux technologies de l'information et de la communication en milieu rural dans le but d'étendre les opportunités d'emploi	Nombre de points d'accès aux TIC développés dans les régions	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	20 000 000 000
Sensibiliser les acteurs économiques sur les opportunités d'emplois verts	Nombre des acteurs économiques engagés dans la promotion des emplois verts	Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	11 000 000 000

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Réaliser des renforcements de capacités dans le secteur agricole	Nombre de formations réalisées dans le secteur agricole au niveau régional	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	150 000 000
Lancer le concept filière agricole/élevage : dispenser d'une formation technique et technologique, mettre en place des usines de transformation. A chaque région présentant un potentiel correspond une usine de proximité (IEM, Objectif stratégique 19, Action 220/224)	Nombre de formations réalisées dans les régions	Rapport au niveau des Régions Rapports trimestriels/ annuels (MTEFPLS)	1 200 000 000

Pilier GOUVERNANCE

Produit K1 : Augmentation de la satisfaction des usagers du service public (Indicateur : Taux de satisfaction des usagers du service public)

Action clé. Rendre effective l'autorité de l'Administration publique

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mettre en place un standard de service, renforcer les capacités des personnels et motiver les personnels responsables (Doter des matériels adéquats).	Proportion de services publics appliquant les standards de service	Enquête auprès des services publics, INSTAT	77 000 000 000
Intégrer les droits humains dans le programme scolaire et mettre en place un pôle pour le civisme et la citoyenneté au niveau régional et communal.	Droits Humains intégrés dans le programme scolaire	Programme scolaire annuel, INSTAT	2 500 000 000

Produit K2 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption (Indicateur : Indice de Perception de la Corruption ; Cible 2024 : 43 / 100)

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Faire adopter et vulgariser un décret portant mise en place des cellules et de programmes internes de prévention de la corruption et d'éducation contre la corruption dans l'administration publique.	Décret adopté et vulgarisé	Site (MINJUS, Présidence)	25 000 000
Répartir équitablement les ressources, pour un développement durable et équilibré, et établir des normes nationales en matière d'allocation des ressources par niveau (Central, Régional, périphérique) ; Renforcer les compétences des CTD sur la planification et programmation des activités, gestion programmatique et financière (transfert préalable de compétences)	Proportion des CTD formées en matière de la planification et programmation Normes nationales en matière d'allocation des ressources par niveau établis.	Enquête annuelle au niveau des CTD	1 600 000 000
Effectuer des plaidoyers pour l'augmentation du budget alloué aux domaines œuvrant dans la réalisation du processus du dividende démographique	Nombre plaidoyers, conférence et ateliers réalisés	Rapports trimestriels/ annuels (MEF)	5 000 000
Accélérer le traitement des dossiers dans l'administration publique	Durée moyenne de traitement de dossier	Rapports trimestriels/ annuels de chaque secteur concerné	210 000 000
Développer les politiques publiques orientées vers l'efficacité, l'efficience, l'équité en redynamisant la culture de l'excellence dans la gestion des affaires publiques, l'opérationnalisation de la décentralisation de compétence et la rationalisation de l'allocation des ressources.	Indice de gouvernance locale	Enquête annuel (MID)	230 000 000
Faire un plaidoyer auprès des autorités nationales pour que Madagascar adhère au mécanisme volontaire d'examen par les pairs (APRM)	Nombre d'atelier de plaidoyer réalisé	Rapports trimestriels/ annuels des secteurs concernés	5 000 000
Ratifier la charte Africaine de la Jeunesse et déposer l'instrument de ratification avec l'Union Africaine : Renforcement des plaidoyers/lobbyings auprès des parlementaires, mise en place d'un cadre législatif et réglementaire à travers l'élaboration des projets de lois, des décrets et arrêtés d'application des lois promulguées ainsi que leur diffusion sur tout le territoire national	Acte de ratification disponible	Acte de ratification	10 000 000

Produit K3 : Réduction de la violence physique envers les femmes [Indicateur : Taux de violence physique perpétrée par le mari ou partenaire (Enquête VBG (MPPSPF, SEG, MSP))]

Action clé. Respecter les droits fondamentaux dans tous les domaines tant publics que privées

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Promouvoir le rôle de la femme et de la condition féminine par l'adoption d'une loi en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre et les mariages d'enfants, élimination de la discrimination des femmes dans les milieux professionnels publics et privés	Textes juridiques élaborées	Rapports trimestriels/ annuels des secteurs concernés Site des secteurs concernés	15 000 000
Moderniser le système d'enregistrement des faits d'état civil : informatiser les données sur l'Etat civil pour comptabilisation et identification rapide par sexe, âge, par localité sans risque d'erreurs de statut et du nombre de l'ensemble du nombre de la population nationale, et ce, par fokontany, par commune, par district, par région (idem CIN de chaque individu) d'où moindre dépenses et gains de temps considérable dans le recensement général de la population et l'établissement de la liste électorale	Pourcentage des communes utilisant un système informatisé de données d'Etat civil (banque de données et mise en réseau)	Rapport au niveau des Communes	47 000 000 000
Traduire en malagasy le code pénal et vulgariser les textes auprès des kiosques juridiques Elaborer le projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement des cliniques juridiques Procéder à la refonte du décret sur la Commission de Réforme du Droit des Affaires Continuer les activités de la CRDA	Code pénal en version malagasy vulgarisé	Site (MINJUS)	1 260 000 000

Produit K4 : Réduction de la corruption améliorant le rang du pays en matière de corruption

Action clé. Renforcer la transparence dans la gestion et utilisation des deniers et marché publics en vue de restaurer le climat de confiance envers l'administration publique

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Opérationnaliser et renforcer les dispositifs de contrôle, du suivi, de l'audit, de l'information et de la rétro information : Mettre en place un cadre de suivi Pluriannuel FR/DD	Nombre d'audit effectué	Observatoire du DD	250 000 000
Renforcer la transparence budgétaire et de la redevabilité en diffusant largement la clé de répartition du budget alloué à tous les niveaux et la Loi des Finances Initiale (LFI) ou Loi des Finances Rectificatives (LFR), et renforcer la politique de communication, de contrôle et de suivi relative à la gestion des finances publiques à travers l'implication des citoyens contribuables	Nombre de séances de diffusion réalisées	Planning de diffusion (MCC)	350 000 000
Redynamiser la culture de redevabilité, d'équité et de compte-rendu aux citoyens contribuables en produisant trimestriellement des bulletins d'informations sur les réalisations physiques et financières enregistrées par secteur à tous les niveaux	Nombre de publications sur les réalisations physiques et financières	Planning de publications sur les réalisations physiques et financières (MCC)	200 000 000
Rétablir les droits à l'information sans censure démesurée pour les médias publics et privés	Indice de liberté de presse	MCC	90 000 000

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Mener des revues périodiques trimestrielles (contrôle, suivi, évaluation à mi-parcours, réajustements...)	Nombre de revues menées	Rapports trimestriels/ annuels (MCC)	350 000 000
Elaborer un rapport annuel sur la situation de la jeunesse	Rapport élaboré et communiqué chaque année	Rapport annuel (MJS)	250 000 000

Produit K5 : Améliorer la gouvernance locale [Indice de gouvernance locale (Indicateur : Enquête annuel (MID))]

Action clé. Promouvoir la participation citoyenne dans le processus de développement social et économique

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Tenir des réunions d'imprégnations et de clarification sur les tenants et aboutissants des cadres de référence politique et stratégique sectoriels à tous les niveaux pour la vulgarisation des cadres de développement sectoriels (santé, jeune, emploi, population, éducation) en vue de l'appropriation par tous les acteurs	Nombre de réunion de vulgarisation tenue	Rapports trimestriels/ annuels des secteurs concernés	1 500 000 000
Effectuer des ateliers pour intégrer les jeunes au processus de décision les concernant	Nombre d'ateliers d'intégration effectués	Rapports trimestriels/ annuels des secteurs concernés	420 000 000
Instaurer un dialogue social à travers l'audience publique pour une restauration d'un climat de confiance mutuelle entre gouvernants et gouvernés à travers l'E-gouvernance et une amélioration de la culture de dialogue entre les dirigeants locaux et leurs populations	Nombre d'audiences foraines et de vulgarisations juridiques par les juridictions réalisées	Enquête annuelle au niveau des Régions, Districts et Communes	300 000 000
Réaliser des éducations parentales, civiques et citoyennes, et en Droits humains pour un changement de comportement (Conscientisation de masse sur le droit des enfants à être traités sur un même pied d'égalité sans discrimination de sexe ou de genre)	Nombre d'éducation réalisée	Enquête annuelle auprès des établissements concernés/ intéressés	27 000 000 000
Renforcer les capacités des ministères et des STD en matière de citoyenneté qui sont les principaux responsables de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse	Nombre de séance de renforcement des capacités réalisée	Rapports trimestriels/ annuels des secteurs concernés	740 000 000
Etablir des partenariats public-privé afin d'alléger les procédures de collaboration entre les secteurs public et privé	Nombre de partenariats (conventions bilatérales et multilatérales) conclus entre secteur public et privé	Rapport de partenariats conclus entre secteur public et privé	200 000 000
Accompagner les OSC, ONG, et Média pour une communication publique pour un développement socio-économique en rapport avec le Dividende Démographique	Nombre de communication publique relative à tout aspect de développement socio-économique effectuée par les OSC, ONG, médias	Rapport de publication au niveau des OSC, ONG, médias	500 000 000

Produit K6 : Augmentation du nombre des policiers, gendarmes chargés de la protection des personnes et de leurs biens [Indicateur : Ratio force de l'ordre/population (MSP)]

Action clé. Renforcer la lutte contre l'insécurité

Activités	Indicateurs	Sources de vérification	Coût total (MGA)
Tenir des ateliers en vue de renforcer les rôles des Conseils de jeunesse communale, régionale et nationale au niveau du MJS par des formations adéquates	Proportion des membres des conseils de jeunesse communale, régionale, nationale bénéficiant de renforcement de capacité	INSTAT Enquête annuelle (MJS)	500 000 000
Renforcer la capacité technique du Comité interministériel pour la jeunesse (CIMJ) dans l'accompagnement de la mise en œuvre des Politiques visant l'autonomisation des jeunes	Proportion des membres du CIMJ bénéficiant de renforcement de capacité	INSTAT Enquête annuelle (MJS)	500 000 000
Mettre en place des détachements ou dispositifs de sécurité jusqu'au niveau de chaque commune voire du Fokontany	Nombre de nouveaux dispositifs de sécurité mis en place	Enquête annuelle au niveau MSP et STD	118 000 000

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN
DIRECTION DE LA PLANIFICATION
Immeuble PLAN, Anosy Antananarivo 101 - Madagascar